N° 11

BILAN

Bulletin théorique mensuel de la Fraction de Gauche du P. C. I.

L'Entrée de la Russie dans la S.D.N.

« *Victoire éclatante* », écrit l' « *Humanité* », *qui, cette fois-ci, ne parlera plus — comme à l'occasion de la reconnaissance de l'U.R.S.S. par les Etats-Unis — d'une « victoire de la révolution mondiale ». Il existe, en effet, une différence fondamentale entre l'événement actuel et l'établissement de rapports politiques et diplomatiques entre les Etats capitalistes et la Russie Soviétique. La victoire révolutionnaire dans un seul pays, l'impossibilité d'extraire l'Etat ouvrier du monde capitaliste qui l'environne posait, comme une nécessité absolue, l'institution de rapports avec les Etats bourgeois : il s'agissait, en somme, d'une sorte de rançon que le prolétariat mondial payait à l'ennemi et résultant du cours accidenté de l'évolution historique qui n'a jamais connu et ne connaîtra jamais jusqu'à la disparition des classes, une transformation sociale simultanée et analogue dans tous les pays. Nous croyons que l'expérience faite par le prolétariat mondial, au travers de l'Etat Soviétique, impose un réexamen profond de la notion principielle sur laquelle s'est basé le mouvement prolétarien de l'après-guerre : d'un côté, l'Internationale Communiste, concentrant en elle le mouvement ouvrier international ; de l'autre côté; l'Etat ouvrier nouant des relations économiques d'abord, politiques et diplomatiques ensuite, militaires enfin, avec des Etats capitalistes. Existe-t-il une incompatibilité qui interdirait, en principe, l'établissement de rapports diplomatiques avec un Etat capitaliste? Ou bien, cette incompatibilité n'existant pas, faut-il avoir recours à des procédés organisatoires garantissant le contrôle de l'Internationale sur l'Etat ouvrier? Problème très complexe auquel d'ailleurs nous consacrons une étude dont les conclusions ne seront qu'une simple contribution à la discussion internationale. Pour le moment, nous nous bornerons à affirmer que même l'argument de la nécessité d'entretenir des rapports avec les Etats capitalistes devra être réexaminé car — ainsi que le prouve l'expérience des rapports commerciaux avec les Etats-Unis et l'Angleterre quand ces pays n'avaient pas reconnu l'Etat Soviétique — l'institution de rapports politiques et diplomatiques n'est pas indispensable à la vie de l'Etat ouvrier et leur négation ne signifie nullement une tentative d'isoler l'Etat prolétarien du milieu qui l'environne, ce qui représenterait une autre édition de la théorie du « socialisme en un seul pays ». Mais il est certain que, dans ce domaine, le prolétariat mondial s'est trouvé dans la nécessité de donner une solution à une situation de fait qui n'avait pas de précédents historiques et qui n'avait jamais été, par une analyse théorique, étudiée dans ses fondements politiques. Ce n'est évidemment pas une raison pour justifier la torpeur dont font*

preuve les soi-disant communistes actuels, lesquels ne songent même pas à aborder l'étude d'un problème dont la solution est indispensable pour les révolutions futures.

Mais où le prolétariat n'a nullement été surpris par les situations, c'est bien au sujet de la Société des Nations. Ainsi que nous l'avons d'ailleurs mis en évidence dans l'article paru dans le numéro 8 de la revue « la Russie Soviétique dans le concert des brigands », l'Internationale Communiste, à son Congrès de fondation, lançait aux ouvriers du monde entier un appel pour les appeler « à la lutte contre la sainte alliance des capitalistes pour l'écrasement de la révolution ouvrière » et « pour protester contre l'entrée de leurs pays dans cette Ligue de pillage, d'exploitation et de contre-révolution ». La position qu'adopta l'Internationale envers la S. D. N., fut-elle vérifiée par les événements? La réponse est donnée par les cimetières de paysans et d'ouvriers dans tous les pays capitalistes ainsi que dans les colonies soumises aux mandats de l'organisme de Genève. N'avait-elle pas créé la Conférence du Désarmement? Les succès de cette dernière se vérifient dans la course aux armements qui déferle dans tous les pays. Ne s'était-elle pas adjoint le Bureau International du Travail? Les « bienfaits » de cette dernière institution se retrouvent dans les conditions de famine et de misère où languissent les ouvriers de tous les pays. Mais le centrisme, quand il effectue ses volte-faces, ne s'inquiète jamais de poser les problème avec leur véritable signification. Et ainsi, il reste dans son rôle contre-révolutionnaire. Le « pilote » Staline dira donc que la Société des Nations peut, « dans une certaine mesure, faciliter la paix ». Les « Isvestia », à l'occasion de l'entrée dans la Société des Nations, expliquent ce qu'est la « paix » et écrivent à ce sujet qu'il y a deux groupes de puissances. Les unes qui, dans une « époque historique donnée, ne veulent pas la guerre, car la guerre menacerait leurs conquêtes, et celles qui, mécontentes de l'état présent des choses, sont prêtes, pour chercher une issue, aux aventures et à la guerre ». Ce qui confirme pleinement le commentaire que nous avions fait du discours de Litvinof à la dernière session de la Conférence du Désarmement, lorsqu'il épousait la thèse française de la paix, en affirmant « impossible » le désarmement et en préconisant, « pour la défense de la paix », la doctrine française de la sécurité. Les mots abstraits de Staline prennent donc à Genève leur importance réelle et signifient que,dans la situation actuelle, la paix étant synonyme de défense du statu-quo, la Russie appuiera les pays qui ont réalisé, à leur profit, le butin de la dernière guerre. C'est là un revirement total, car, jusqu'à l'année passée, la thèse de « la défense de la paix » appuyait la cause de l'Italie et des pays vaincus et Litvinof réclamait, comme condition du désarmement général, l'abattement, par palier, des armées existantes, ce qui lui valait, immanquablement, l'approbation de l'Italie et de l'Allemagne et l'opposition de la France.

Nous croyons cependant que la position qu'aurait dû adopter l'Etat prolétarien est au-delà des deux solutions opposées qu'il a défendues jusqu'à ce jour. La guerre n'est pas une manifestation accidentelle mais organique du régime capitaliste. Il n'existe pas de dilemme « guerre ou paix », mais le dilemme « régime capitaliste ou régime prolétarien ». Lutter contre la guerre c'est lutter pour la révolution. Lutter pour la paix, en régime capitaliste, signifie poser une revendication qui voudrait résoudre, sur le terrain moral, un problème qui est politique et qui se trouve sur le même plan que l'opposition que faisaient les luddistes aux progrès du machinisme, ou du boycottage anti-anglais de Gandhi aux Indes.

Puisque les solutions morales données aux problèmes politiques ne cessent d'avoir une signification politique, en définitive, lutte pour la paix signifie acceptation de l'une ou de l'autre des positions que défendront les impérialismes pour assurer, au travers de la sécurité, ou du désarmement immédiat, la défense de leurs intérêts aboutissant inévitablement à la guerre. La politique de l'Etat ouvrier ne peut

jamais accréditer les illusions jetées au sein des masses sur la possibilité de maintenir la paix en régime capitaliste. Ce qui ne signifie pas que l'Etat ouvrier, repoussant la tromperie de la paix, doive se prononcer pour la guerre. L'opposition « paix-guerre » n'existe pas dans la réalité et le devoir des communistes aussi bien que de l'Etat ouvrier, est de rejeter un dilemme qui ne fait qu'exprimer deux moments de l'évolution du régime capitaliste.

Si l'on nous rétorquait maintenant par l'affirmation que la Russie a besoin d'un répit de paix, pour grandir au milieu des oppositions interimpérialistes, alors il faudrait expliquer pourquoi, en exploitant ces contrastes, par l'appui d'abord aux pays vaincus, ensuite aux pays vainqueurs, enfin de nouveau aux pays vaincus (hypothèse qui ne peut nullement être exclue) l'Etat ouvrier put grandir en même temps que, à son instigation, se dissolvaient les partis communistes des différents pays et que la classe ouvrière était écrasée par le capitalisme mondial. Le couronnement de la politique contre-révolutionnaire du centrisme a été célébré à Genève où le Portugal, les Pays-Bas et la Suisse ont été les seuls à avoir encore les oreilles bouchées par les appels révolutionnaires se croisant à Moscou qui apparut au prolétariat mondial comme le pôle de la révolution. Barthou, au nom des grandes puissances, a pu sentencier : « Je pense aussi qu'il s'est produit une singulière évolution depuis le temps de Lénine ». Tout comme le traître qui a vendu sa conscience pour éviter la répression, Litvinof avait déjà fait savoir que la Russie Soviétique se soumettrait à tous les engagements provenant du pacte de « pillage, d'exploitation et de contre-révolution » comme disait l'Internationale à sa fondation et comme continuent à le dire les minuscules groupes de la fraction de gauche qui continuent la lutte pour la révolution prolétarienne.

Le Syndicat unique et le " procédé de fusion "

Le « Comité de Coordination » des Partis Socialiste et Communiste s'est réuni le 11 septembre et a « enregistré avec satisfaction les résultats obtenus par l'application du pacte dans le pays ». Pour juger des résultats, il y a deux critères : s'en référer à la réponse donnée par les ouvriers au pacte, ou bien aux effets de ce dernier sur la situation en France. Adopter le premier critère c'est enregistrer l'enthousiasme avec lequel les prolétaires répondent à des appels qui s'intitulent de « lutte contre le fascisme et le capitalisme ». Mais tout est de voir, si encore une fois, au moyen d'une démagogie éhontée, on ne berne et on ne trahit la volonté de lutte des ouvriers. Mieux encore, si la condition pour trahir la classe ouvrière ne se trouve pas précisément réalisée par les hauts cris qui atteignent leur paroxisme lorsqu'on parle de la lutte, comme s'il s'agissait d'étouffer la volonté de combat des prolétaires.

Si l'on s'en tient aux répercussions du pacte sur la situation en France, il faut commencer par constater que les épisodes de réaction prolétarienne aux attaques capitalistes après février, loin de se multiplier et de se coordonner, s'atténuent toujours plus. Avant le pacte, les ouvriers agissaient spontanément et déterminaient des mouvements énergiques faisant reculer les projets de pénétration des différentes formations réactionnaires. Maintenant que le pacte a été signé, le contrôle des masses est repris par centristes et socialistes, par les deux forces éminemment contre-révolutionnaires qui trahissent et paralysent la classe ouvrière, et le prolétariat relâche ses dispositions à la lutte. Il est vrai que, dernièrement — apparemment comme sous l'influence du pacte — les différentes ligues réactionnaires ont suspendu leurs manifestations, mais il s'agit là d'une manœuvre tactique bien conçue : elles attendent

que le pacte « donne » et lorsque les masses se trouveront bien emprisonnées par centristes et socialistes, le moment sera venu pour lancer la réforme de l'Etat dont un avant-goût nous fut donné par les mesures du ministre Berthod contre les instituteurs.

Mais bien qu'il soit encore trop tôt pour juger des résultats du pacte qui est à longue portée et dont le but est de permettre la victoire du capitalisme dans l'attaque frontale menée pour anéantir les conquêtes ouvrières, les événements nous permettent déjà de bien comprendre la signification de l'accord intervenu entre socialistes et centristes. Dans le domaine propre à l'accord, c'est-à-dire pour ce qui concerne les deux partis, tout a marché à merveille : manifestations, meetings, préparation pour les élections cantonales, tout indique que l'entente est stable et viable. Mais du pacte ne découlent que des obligations — pour les deux partis — qu'en ce qui concerne la démagogie des meetings ou des élections. On pourra parler de tout, en dehors d'une chose : des syndicats, des luttes qui les ouvriers ne peuvent réaliser que sur le terrain syndical pour opposer à l'attaque capitaliste une action pour leurs revendications de classe. Quelles directives donneront les deux parties contractantes à leurs membres respectifs pour agir dans les syndicats ? Aucune. Mieux, on leur donnera l'ordre de ne jamais lier les questions de classe aux tractations entre les deux partis.

Au Congrès de l'Eclairage, Jouhaux tint un discours dont « Le Populaire » écrivit « ce fut beau discours », alors que « L'Humanité » mit en évidence l'opposition acharnée de Jouhaux à la réalisation de l'unité syndicale. Mais la polémique entre ces deux journaux ne menacera en rien le développement du pacte conclu : les syndicats ne pouvant intéresser les deux directions. Seulement, la poussée vers l'unité des masses se manifeste aussi sur le terrain syndical, et à cette poussée C. G. T. et C. G. T. U. donnent deux réponses radicalement opposées. Avant le pacte, la C. G. T. U. avait fait des propositions que nous nous étions empressés de saluer : fusion des deux centrales sur la base d'un programme de lutte pour les revendications immédiates et de classe des ouvriers. Mais il y eut le pacte. Et la C. G. T. U., au lieu de lutter pour maintenir ses positions au sein de ses syndicats, comme à l'intérieur des syndicats cégétistes, estime que la meilleure condition pour réaliser l'unité syndicale consiste dans la création d'un troisième syndicat, LE SYNDICAT UNIQUE. Que peut représenter la fusion à la base dans telle ou telle localité, quand cette fusion n'est possible qu'en évitant les obstacles, c'est-à-dire quand, au lieu d'agir à l'intérieur des syndicats existants pour changer l'orientation des organisations ayant une influence décisive sur la situation de l'ensemble du pays, on s'en sépare en croyant possible de réaliser le socialisme dans son propre patelin. Cette fusion à la base n'est qu'une nouvelle entrave à l'unité et, en définitive, un nouveau succès pour la social-démocratie intéressée, au premier chef, à entretenir la division syndicale.

De son côté, la direction de la C. G. T. a trouvé son procédé pour situer la poussée des masses vers l'unité, dans les limites de son contrôle exclusif. Aussi, aux différentes assises des organisations qui lui sont rattachées, les motions contiennent toutes des considérations très favorables à l'unité, pour arriver à la conclusion que cette unité nécessite une procédure « archi-démocratique ». On arrivera au Congrès de fusion des deux Centrales, après que la fusion se sera réalisée à la base. Jouhaux va jusqu'à dire, au Congrès de l'Eclairage, qu'il n'a pas le droit de parler de la question de l'unité. Cela appartient « aux syndicats, aux fédérations ». C'est dire que, tout d'abord, il faut que les syndicats de la C. G. T. U. réintègrent la « maison qu'ils ont abandonnée ». Ensuite, on consacrera cette rentrée par un beau congrès qui s'appellera de « fusion » et où sera maintenue, dans toute son ampleur, la dictature des réformistes qui, au nom de l'unité, excluront tous les militants qui oseront opposer

une fraction syndicale se basant sur les intérêts révolutionnaires du prolétariat, à l'omnipotence des dirigeants ayant à leur disposition tout l'appareil pour faire triompher les intérêts de la contre-révolution.

Les deux réponses opposées que donnent C.G.T.U. et C.G.T. au problème de l'unité syndicale se trouvent donc sur le même plan : elles entravent l'unité syndicale et, au fond, le Comité de Coordination n'avait pas tort de se réjouir des résultats du pacte, dont le but est de dissoudre les volontés de lutte du prolétariat français dans la confusion pour permettre une expansion totale de la fonction contre-révolutionnaire des centristes et des socialistes, en France comme dans tous les autres pays.

Comment les réformistes belges torpillent les grèves

Le lundi 30 juillet, la grève du Textile verviétois était honteusement liquidée par les dirigeants réformistes de la Commission Syndicale de Belgique. Le motif invoqué était l'impossibilité de trouver des fonds suffisants pour continuer la lutte, d'autant plus que l'intransigeance patronale laissait entrevoir l'impossibilité d'arriver à un compromis.

Les réformistes avaient considéré cette grève comme une simple compétition commerciale : d'une part, le patronat qui, après l'épuisement des stocks, se serait trouvé dans la nécessité de faire appel aux ouvriers ; d'autre part, le prolétariat du Textile verviétois soutenu par des indemnités de grève et qui ne serait rentré au travail qu'après avoir obtenu satisfaction. Remarquons, en passant, que même sur le terrain commercial, les réformistes avaient pris soin de ne pas laisser les patrons dans une trop mauvaise posture et, pour cela, leur avaient permis de passer leurs commandes dans les fabriques du Sud-Flandre et même dans des entreprises filiales des usines verviétoises. Cette concession était d'ailleurs nécessaire, car l'extension du conflit à d'autres régions aurait orienté la lutte vers la seule direction pouvant offrir une solution à la classe ouvrière. En effet, l'enjeu de la lutte de Verviers était l'annulation des conquêtes de trente années de batailles. La crise ne permettant plus au capitalisme de tolérer la situation que les travailleurs avaient conquise, le problème était ouvertement posé : ou la lutte du prolétariat belge tout entier se concentrait autour des grévistes de Verviers, ou c'était l'abandon de cette lutte à la merci du capitalisme. C'est évidemment la deuxième solution qu'ont choisie les réformistes.

Aussi, notre critique ne se borne-t-elle pas à l'ordre de levée de la grève, laquelle ne pouvait être gagnée sur le terrain de la compétition commerciale, mais à toute la conduite du mouvement, son orientation, ses bases. Les grévistes de Verviers étaient disposés à continuer la lutte, même au risque de voir diminuer bien plus encore leurs indemnités de grève, mais les réformistes ne pouvaient pas hésiter, car la situation se compliquait à cause de l'échéance prochaine du compromis réalisé avec les patrons charbonniers. Dès lors, il fallait rapidement réagir : les dirigeants réformistes sentant bien qu'il aurait été très difficile de maintenir dans les cadres de la Constitution belge les mouvements des mineurs et des ouvriers du textile (le dernier Congrès de la Commission Syndicale a proclamé que le mouvement ouvrier doit se développer dans les limites de la Constitution) ont donné l'ordre de la rentrée. Après la victoire du patronat de Verviers, les barons de la mine ont décidé de réduire de 5 p. c. les salaires des mineurs. Si l'on tient compte que le salaire de ces derniers fut déjà abaissé de 30 à 40 p. c., que dans de nombreuses fosses l'on ne travaille plus que 3 à 4 jours par semaine, il est facile de comprendre dans quelles conditions d'effervescence ouvrière se serait déroulée l'attaque du patronat.

Les réformistes convoquèrent un Congrès national des mineurs pour le 9 sep-

tembre à Bruxelles et une résolution y fut approuvée unanimement où l'on opposait la grève générale à la menace patronale. Pour bien saisir l'esprit dans lequel ont agi les dirigeants syndicaux, il suffira de rappeler qu'à la veille du Congrès des mineurs, le député Delattre écrivait un article où il démontrait l'impossibilité d'effectuer la grève dans les conditions actuelles à cause des stocks énormes de charbon. Au Congrès, il fallut cependant tenir compte du mécontentement des mineurs et la résolution pour la grève fut votée, mais en y incorporant les positions traditionnelles des réformistes. La résolution votée accepte toutes les revendications patronales à l'exception de la baisse des salaires, c'est-à-dire le contingentement des exportations de charbon allemand en Belgique et le maintien des ouvriers étrangers dans les mines à la condition que cela soit fait avec l'assentiment d'une commission mixte. Jusqu'ici, les réformistes exigeaient le remplacement pur et simple des ouvriers étrangers par des belges ; actuellement, ils acceptent de laisser le patronat minier se servir de la main-d'œuvre étrangère pour créer des diversions chauvines au sein de la classe ouvrière.

Fait sans précédent en Belgique, toute « l'opinion publique » soutint les mineurs. Même les syndicats chrétiens votèrent la grève. Des fractions importantes de la bourgeoisie se solidarisèrent avec le mouvement des mineurs et approuvèrent la décision de grève adoptée par le Congrès des mineurs.

Que se passait-il ? En réalité, les réformistes, en démontrant que la baisse des salaires était insuffisante pour « sauver l'industrie minière, base économique du pays », mirent en évidence une revendication propre aux patrons miniers : le contingentement du charbon allemand. La déclaration de grève se faisant sur la base de cette revendication, vérifiait un déplacement du front de la lutte de classes vers un bloc avec le patronat pour la lutte contre l'Allemagne, afin d'obliger le gouvernement à prendre des mesures désirées par la grosse industrie du sud du pays, mais combattues, sans toutefois beaucoup d'énergie, par les armateurs anversois bénéficiant des importations maritimes allemandes. En tout cas, pour ce qui est du charbon, la Belgique est liées par un traité de 1925 à l'Allemagne. A cette époque, bénéficiant d'importations de charbon allemand à titre de réparations, la Belgique dut consentir à laisser entrer un tonnage assez important de charbon germanique, qui devait finir par régler le marché charbonnier belge. En effet, la clause de la nation la plus favorisée appliquée à cet accord garantissait un minima fixe à l'Allemagne, que les autres pays auraient pu dépasser à la seule condition d'une augmentation correspondante des importations germaniques. C'est cette situation que les patrons charbonniers voudraient voir supprimer d'autant plus les entrées actuelles de charbon ne sont plus faites — même partiellement — à titre de réparations. Mais le gouvernement belge ne peut résoudre facilement le problème. Si à Lausanne, en 1932, la Belgique put sauver du naufrage des réparations une partie de son butin de guerre, bien évidemment cela eut pour contre-partie le maintien des dispositions du traité de 1925. Les récentes conversations qui eurent lieu entre les deux gouvernements n'ont pas modifié l'accord de 1925, mais l'ont même aggravé, ce qui prouve que le capitalisme belge ne pourrait interdire l'entrée des charbons allemands qu'à la condition de renoncer à l'autres avantages qui, bien que non connus, doivent être suffisamment importants.

La Centrale réformiste des mineurs, en proclamant la grève générale pour le lundi 17 septembre, ne faisait qu'escompter des mesures gouvernementales à l'avantage des patrons. Aucune préparation réelle pour la grève n'était effectuée, si ce n'est des attaques contre les communistes remplissant, après le Congrès, les colonnes du « Peuple ». En définitive, le Congrès du 9 septembre ne se prononçait pas pour une grève de défense des intérêts des mineurs, mais pour une grève destinée à faire

triompher les revendications patronales. Cela explique la sympathie avec laquelle la presse bourgeoise considéra les décisions du Congrès des mineurs socialistes et chrétiens. Il est certain que si la grève avait réellement éclaté, le prétexte aurait été facilement trouvé pour se jeter contre les atteintes « à la liberté du travail », aux « intérêts de l'industrie nationale ». En dernier lieu, un accord intervint entre gouvernement, patrons et ouvriers et, le samedi 15 septembre, le mot d'ordre de grève générale était retiré.

La diminution de salaire est reportée jusqu'au 30 décembre avec possibilité de dénonciation de cette limite avec préavis d'un mois. Le gouvernement a promis de compenser le « sacrifice » consenti par les patrons, notamment en versant au fonds commun des charbonnages le montant des taxes, de 10 à 15 francs par tonne, levé sur les charbons importés. D'autre part, une réorganisation de l'industrie charbonnière est envisagée. Le communiqué gouvernemental invoque le caractère transitoire de l'aide aux magnats de la mine, en mettant en évidence la possibilité de majorer, à partir du 1er janvier, les taxes d'importation du charbon. En outre, et cela est essentiel pour nous, la baisse des salaires se reliera à l'élaboration d'une nouvelle convention entre patrons et ouvriers basée exclusivement sur le coût de la vie.

Il est évident que les stocks (près de 3 millions et demi de tonnes) obligent le patronat à recourir à des moyens de compressions nécessaires s'il veut pratiquer une exportation de dumping. Le contingentement du charbon étranger est évidemment une mesure positive pour ses intérêts, mais il s'agit de sacrifier, dans ce cas, une contre-partie que l'on évalue difficilement à l'heure actuelle. Dans tous les cas, ce qui parait certain, c'est bien la volonté du capitalisme de recourir à nouveau à des baisses de salaires..

La lutte est donc remise. La manœuvre du capitalisme est d'obtenir une diminution conventionnelle des salaires, ce à quoi tentent d'arriver les chefs réformistes voulant «sauvegarder l'industrie nationale ». L'organisation d'un mouvement général de tout le prolétariat belge s'impose donc malgré tout, en tant que seul moyen d'enrayer l'attaque du capitalisme belge contre les salaires et les conquêtes ouvrières.

Les bolchéviks-léninistes entrent dans la S. F. I. O.

En l'espace de quelques mois, les bolchéviks-léninistes ont non seulement effectué un tournant vertigineux, mais, au travers d'une discussion rapide et confuse, ont liquidé leur section française qui rentre en bloc dans la S. F. I. O. Il y a quelques semaines à peine l'on parlait de rentrer dans le parti socialiste en tant que « fraction » et avec « son drapeau largement déployé ». Aujourd'hui, c'est la capitulation en bloc devant le réformisme.

Mais, dans différents pays, la discussion autour de la rentrée dans la social-démocratie en France se poursuit encore. Quelle valeur peut avoir une telle « discussion internationale » si, avant qu'elle ne soit terminée, la chute des bolchéviks-léninistes dans le parti de M. L. Blum est quand même réalisée. D'ailleurs, nous n'attribuons pas la moindre importance aux oppositions manifestées au tournant proposé par Vidal et appliqué actuellement en France. Que cela soit en Belgique ou dans d'autres pays, les réfractaires ne repoussent pas, en principe, l'entrée dans la social-démocratie, mais invoquent l'opportunité, les circonstances actuelles, la « tactique », la «stratégie », le tout avec des mais... et des si... Nulle part l'opposition à Vidal n'est de principe et parvient à s'exprimer sans confusion. En Belgique, par exemple, la tribune de discussion de la « Voix Communiste » montre que les adversaires de

la rentrée dans la S. F. I. O., s'ils ne repoussent pas cette position en principe, nagent dans un flot de contradictions. Les bolchéviks-léninistes de France négligeraient le principe de l'indépendance d'organisation, mais néanmoins la divergence ne serait que de tactique. Dans d'autres conditions, cette « tactique » serait admissible, mais en France elle ne pourrait qu'être néfaste.

L'internationalisme des bolchéviks-léninistes consiste à rechercher des principes nationaux différents pour chaque pays. En France, on invoque une situation spéciale pour balayer l'indépendance d'organisation ; en Belgique, momentanément, on la maintient. Nous rappelons que Trotsky prétendait que notre fraction, parce qu'elle démontrait que s'il fallait s'inspirer essentiellement de principes internationaux, ceux-ci devaient se relier aux conditions spéciales de la lutte de classes dans les différents pays sans jamais être reniés, afin de donner au programme mondial du prolétariat une consistance organique véritable, avait une conception nationale de la lutte ouvrière. Cependant, contre Trotsky et avec Marx et Lénine, nous avions raison lorsque nous disions : le contenu, la substance de la lutte prolétarienne est internationale, sa forme nationale : il faut créer des fractions de gauche basées sur les principes internationaux du communisme, mais reliées aux expériences des différents prolétariats, apportant cette expérience au prolétariat mondial.

Aujourd'hui, comme les « autonomistes » de la IIe Internationale, ceux qui s'intitulent « trotskystes » appliquent des principes nationaux opposés dans les pays capitalistes. Il paraît que l'on repoussa le « national bolchévisme » ?

Les bolchéviks-léninistes prétendent que la seule voie pour battre le fascisme c'est d'entrer dans la S.F.I.O. qui « veut lutter contre la guerre et le fascisme ». L'on ne comprend pas très bien comment il se fait que lors de la capitulation de Rakovsky réintégrant le centrisme pour défendre la Russie « menacée par l'impérialisme », Trotsky ait écrit un long article pour démontrer que cette position était fausse et que si le centrisme défend la Russie, c'est bien à sa façon, c'est-à-dire en préparant sa chute. Rejoindre le centrisme c'était donc s'empêcher de défendre réellement l'U. R. S. S. Aujourd'hui, ce raisonnement pourrait bien s'appliquer aux bolchéviks-léninistes en France. S'il est vrai que la S. F. I. O. veut lutter contre le fascisme, à sa façon naturellement, c'est-à-dire en faisant le lit du fascisme si, éventuellement, cette perspective existait, rentrer en son sein signifie s'enlever toute possibilité de lutter contre lui. Mais il paraît que c'est très sérieux, le parti de Blum et de Frossard veut lutter contre le fascisme, ce qui ne serait pas le cas dans les autres pays capitalistes. Un grand article, qui se pique d'être théorique, a même paru dans la « Vérité », aujourd'hui organe bolchévik-léniniste du S. F. I. O., pour démontrer que la social-démocratie devient un parti centriste. Avec des contorsions de gymnastique il n'est évidemment pas difficile de démontrer que la S.F. I.O. s'accroche avec la main droite à la « légalité à tout prix » pendant que ses autres membres sont poussés à gauche par les événements. Le tout est de voir s'il en résulte d'abord une lutte à mort entre fascisme et social-démocratie, comme le tout est de voir si le problème du fascisme est vraiment imminent en France.

Mais on ne réfléchit plus chez les bolchéviks-léninistes. Il faut de « l'audace encore » et « toujours de l'audace » pour faire un plongeon en bloc dans la S.F.I.O. Ce sont d'abord les jeunes léninistes (?) qui ont montré qu'ils étaient vraiment les « futurs cadres de la révolution » en donnant l'exemple et en frayant la voie. Par après, un bref communiqué dans le « Populaire » nous a appris que tout aussi modestement, la Ligue française disparaissait de la scène politique. Et voilà comment, en un ou deux mois de temps, deux événements historiques : la trahison de 1914 et la révolution russe, ont été escamotés d'un trait de plume. Rarement on vit capitulation aussi écœurante.

Nous devons avouer que, lorsque nous nous sommes prononcés contre la nouvelle orientation des partisans de Trotsky, contre la fondation de la IVe Internationale avant que les conditions historiques n'aient mûri les possibilités de la réaliser, nous avions émis l'espoir qu'un revirement se serait peut-être effectué, du moins de la part de Trotsky. Mais nous nous sommes trompés et très lourdement. Notre réaction est d'autant plus forte actuellement que nous voyons disparaître, dans les remous de la contre-révolution, celui qui fut, hélas ! un des grands chefs de la révolution russe. Déjà, en Italie, lorsque le centrisme manœuvra pour nous déterminer à nous désolidariser de Trotsky, bien qu'en désaccord sur une série de problèmes avec lui, nous avons catégoriquement refusé, estimant que sa lutte contre le centrisme avait une grande valeur et qu'il serait possible, au travers de discussions internationales, de lui donner sa véritable signification. Trotsky nous a déçu rapidement. Actuellement, il sombre et on se demande s'il s'agit d'une chute totale, définitive de sa part, ou bien s'il s'agit seulement d'une éclipse que les événements de demain dissiperont. En tous cas, dans la situation présente, il faut mener une lutte impitoyable et sans merci contre lui et ses partisans qui ont passé le Rubicon et rejoint la social-démocratie. Notre fraction marque le fait, aussi pénible qu'il puisse être, et continue son travail : la lutte idéologique contre le centrisme, la social-démocratie et les débris bolchéviks-léninistes dont la position équivoque doit être dissipée soit par leur disparition, soit par leur entrée dans les rangs de l'internationale des traîtres et des rénégats, afin de préparer les partis et l'Internationale de demain.

Mais la création de Marx, œuvre gigantesque par elle-même, déborde les exigences immédiates de la lutte de classes prolétarienne en vue de laquelle elle fut créée. Aussi bien dans l'analyse précise et concluante de l'économie capitaliste que dans la méthode d'investigation scientifique et de son immense domaine d'application, Marx a fourni un travail bien supérieur aux besoins immédiats de la pratique de la lutte des classes.

Mais dans la mesure où notre mouvement atteint un stade plus élevé et pose de nouveaux problèmes, nous avons recours à la pensée de Marx pour étudier et utiliser de nouvelles parties de son œuvre Mais notre mouvement conserve et conservera longtemps encore, comme toute lutte pratique ,les directives qui lui ont servi dans le passé mais ne sont plus valables ; et c'est pourquoi les progrès théoriques dans le sens où Marx nous a stimulés n'avancent que très lentement.

La stagnation du développement de la théorie que nous constatons actuellement dans le mouvement n'est pas due au fait que la théorie marxiste dont nous nous nourrissons est incapable de se développer ou se serait « survécu », mais provient, au contraire, de ce que nous avons déjà utilisé, au cours des luttes passées, les armes idéologiques les plus importantes de la réserve marxiste, sans toutefois l'épuiser. Ce n'est pas que la lutte pratique nous ait fait « dépasser » Marx, mais, au contraire, que Marx nous a devancé dans la conception d'un parti luttant pratiquement. Ce n'est pas que Marx ne suffit plus à nos besoins, mais que les nécessités ne nous contraignent pas encore à utiliser totalement la pensée marxiste.

Ainsi les conditions de vie sociale du prolétariat dont la découverte théorique revient à Marx, se vengent dans la société actuelle sur le sort de la théorie marxiste elle-même. Instrument incomparable de la culture de l'esprit, elle reste en friche parce qu'elle est inutilisable pour la culture de la bourgeoisie et qu'en même temps elle dépasse de beaucoup les nécessités d'armement actuelles du prolétariat. En même temps que la classe ouvrière se libérera de ses conditions de vie actuelles, en même temps que seront remaniés les moyens de production, se réalisera la socialisation de la méthode d'investigation marxiste développée de manière à pouvoir être intégralement utilisée pour le bien de l'humanité.

Rosa LUXEMBOURG.

(« Stagnation et progrès dans le Marxisme »)

Les Problèmes de l'Extrême-Orient

Tout comme dans les autres domaines de la théorie marxiste, dans la question nationale aussi, l'énonciation de la loi générale du développement ne signifie pas qu'à chaque instant du cours de ce développement nous devons assister à l'action contradictoire des facteurs commandant l'évolution historique. Par exemple, l'opposition entre les classes fondamentales de la société, entre capitalisme et prolétariat, n'exclut pas l'éventualité où la classe opprimée, battue par l'ennemi se trouve évincée de la lutte pour ses besoins historiques et devient la proie de la bourgeoisie qui pourra dire aux ouvriers que leur salut est le salut de la patrie capitaliste.

A première vue ces situations opposeraient le plus brutal démenti à la théorie matérialiste du marxisme laquelle, suivant l'«idéalisme » des brutes fascistes, représente un facteur de décomposition sociale, parce que basant ses fondements sur les intérêts matériels, sur la lutte entre les classes et l'évolution de la technique de production. Mais seulement une compréhension grossière de la loi générale peut conduire à de tels résultats dans l'analyse des situations et des contingences. En effet, l'opposition des contraires ne peut agir qu'à la condition que la classe opprimée prenne conscience et lutte pour greffer son épanouissement sur le cours de l'évolution historique qui lui est favorable. A défaut de cette conscience et de cette lutte, mieux lorsqu'après une défaite le prolétariat perd provisoirement la vision des intérêts de sa classe, l'opposition des deux classes antagonistes cesse d'être le moteur de la nouvelle contingence et le corps de la société unifiée, avant de se dissocier à nouveau entre les classes qui la composent, évolue tout entier vers le précipice de la guerre. Et ainsi, la lutte entre les classes, l'opposition irréductible entre ces dernières n'auront pu être suffoquées qu'au prix de l'ouverture d'un autre contraste, celui qui opposera les Etats capitalistes pour le déclanchement de la guerre.

Pour ce qui concerne l'évolution économique des colonies, la situation actuelle semblerait infirmer la thèse que Marx avait émise et suivant laquelle : « la mode de production et l'accumulation capitaliste, et partant la propriété privée capitaliste présuppose l'anéantissement de la propriété privée fondé sur le travail personnel, sa base c'est l'expropriation des travailleurs ».

N'assistons-nous pas, à l'heure actuelle à une action des différents impérialismes dans les colonies non point pour ébranler l'organisation économique rétrograde de ces pays afin d'asseoir sur ces ruines une puissante industrie modernisée mais pour refouler, retarder, si ce n'est briser le courant vers l'industrialisation ? Et il serait vain de s'en rapporter ici à une autre thèse marxiste, et expliquer le frein qu'oppose l'impérialisme à la transformation industrielle de la colonie, par la nécessité qu'a l'économie capitaliste de trouver des marchés extra-capitaliste, car un mécanisme productif limité à la zone purement capitaliste ne permet pas l'écoulement de la production, la classe ouvrière se trouvant forcée de consommer une partie toujours décroissante de produits. Car, pour Marx, ainsi qu'il résulte clairement de sa critique de la théorie colonialiste de Wakefield (1) ; la condition même pour permettre à l'exploitation du capitalisme de s'installer dans les colonies consiste dans l'anéantissement du mode de production qui y existe : « le mode de production et d'appropriation capitalistes se heurtent partout contre la propriété corollaire du travail personnel,contre le producteur qui, disposant des conditions extérieures du travail s'enrichit lui-même au lieu d'enrichir le capitaliste « (« Capital », chapitre XXXIII). Il est donc clair que, dans l'analyse de l'économie capitalist Marx considère que l'existence du marché extra-capitaliste est une condition indispensable au fonctionnement du système, mais que la tendance organique du capitalisme consiste à supplanter toutes les anciennes formes économiques qui s'opposent à lui et à sa domination, ainsi que

(1) Wakefield soutenait que, pour assurer la main-d'œuvre aux capitalistes, il ne fallait pas pour cela détruire l'économie personnelle des colonies, mais simplement hausser les prix des terres pour empêcher l'accès du travailleurs salarié à la position du travailleur indépendant.

le dit le Manifeste : « sous peine de mort, elle (la bourgeoisie) force toutes les nations à adopter les modes bourgeois de production, elle les force à introduire chez elle la soi-disant civilisation, c'est-à-dire à devenir bourgeoise. En un mot elle façonne un monde à son image ».

Dans la lutte des classes, les prémisses économiques favorisent mais ne fécondent pas automatiquement la victoire de la classe ouvrière. Lorsque, comme dans la situation actuelle, le prolétariat a été battu, ce n'est pas l'opposition foncière entre les classes protagonistes qui détermine provisoirement le cours des situations, mais les contrastes sur lesquels se base la société capitaliste mèneront cette dernière jusqu'à la guere qui anéantit les produits et les forces humaines de production dépassant les limites d'une économie basée sur la loi du profit. C'est donc des conditions politiques et sociales qui peuvent permettre l'évolution de la société capitaliste vers le socialisme.

Dans les colonies, le capitalisme ne peut s'installer qu'à la condition de détruire l'ancien ordre économique, alors que, pour les nécessités mêmes de son régime, il devrait conserver ces économies surannées lui fournissant des consommateurs qui ne sont pas en même temps des producteurs de plus-value. Pour décider lequel des deux courants historiques va triompher dans les colonies, il faut aussi établir quelle force sociale pourra intervenir dans les événements et résoudre les problèmes historiques qui s'y posent. Nous croyons que c'est là le nœud des problèmes qui se posent et se sont posés jusqu'aujourd'hui en Asie surtout, dans les colonies en général.

Tout d'abord, il faudra considérer que l'épanouissement de l'industrialisation d'un pays colonial s'appose directement aux intérêts de l'impérialisme de la métropole à cause des perspectives qui s'y rattachent. En effet, l'industrie détermine directement à la fois la formation d'une bourgeoisie indigène qui se dressera en compétitrice du capitalisme colonisateur et d'un prolétariat abordant la lutte pour ses intérêts de classe. Dans une société capitaliste, la bourgeoisie, incapable de supprimer le prolétariat qui résulte du même mode de production qui donne vie au capitalisme, barre par la corruption, la violence et enfin par la guerre le chemin qui conduit la classe ouvrière à sa libération. Dans les colonies, le capitalisme, incapable de faire de ces pays des simples débouchés pour sa production, forcé qu'il est d'y créer un salariat ,empruntera le même chemin de la corruption, de la violence et de la guerre pour empêcher la victoire de l'ennemi qu'il féconde : du prolétariat des pays coloniaux.

Pour une compréhension plus claire des problèmes coloniaux actuels il est nécessaire de tenir compte que, contrairement à ce qui s'était vérifié pour les Etats-Unis, l'industrialisation de l'Asie se déroule dans une situation historique où le capitalisme n'ayant plus d'horizons pour son développement, la possibilité n'existe plus pour y constituer des Etats capitalistes pouvant réaliser une transformation industrielle de ces économies arriérées. Nous ne sommes plus dans la situation du XIXe siècle qui permit la formation du capitalisme yankee. Actuellement la saturation de la société capitaliste européenne a atteint son sommet : il n'existe plus de pénétration pacifique possible et les régions où le capital pourrait se déverser pour y accomplir une révolution industrielle déterminent l'opposition des différents Etats capitalistes. M. Delaisi peut évidemment aligner une comptabilité parfaite pour prouver l'intérêt simultané des capitalistes européens pour l'installation —sous les auspices de la Société des Nations — d'une économie industrielle dans les pays balkaniques, ses calculs ne seront que chimères et ces pays resteront à la merci de l'opposition que se font entre elles l'Angleterre, la France, l'Italie et l'Allemagne, chacune d'elle voulant réaliser pour son propre compte l'exploitation de ces pays.

Dans l'époque de déclin du capitalisme, quand les conditions n'existent plus pour la création d'Etats capitalistes en Asie, les impérialismes des différents pays ne pouvant pas se partager la Chine en zones d'influence où progresseraient en même temps que leurs positions ,l'organisation industrielle de l'économie indigène, seront forcés de ne pas altérer profondément le mode de production existant (dans ce cas ce serait la guerre entre les différents Etats, chacun d'eux voulant, pour son compte exclusif, déverser dans la colonie les capitaux rebutés par le mécanisme de la production capitaliste à l'intérieur du pays respectif.

L'industrialisation de l'Asie en général et de la Chine en particulier, se présente

donc en opposition directe avec le maintien du capitalisme dans le monde entier. Les principales puissances se heurtent Europe mais le creuset où agissent les forces historiques actuellement se trouve en Asie car c'est là que mûrissent les grandes transformations économiques déjà réalisées dans les pays d'Occident. Le théâtre de la prochaine guerre se trouvera encore là où le développement économique et politique a atteint son plus haut degré. Mais aussi bien l'enjeu de la conflagration que le sort de la révolution qui en résultera se trouvera dans les pays d'Orient où d'ailleurs, les événements de 1924-1927 ont nettement prouvé que l'évolution industrielle ne pouvait s'accompagner qu'avec le triomphe de la révolution prolétarienne. L'écrasement de cette dernière en 1927, n'a pas fourni de base pour le développement de la bourgeoisie indigène et les bourreaux des ouvriers chinois, loin de pouvoir s'opposer à l'impérialisme des différents pays ne feront que quêter l'appel de l'un ou de l'autre capitalisme pour s'opposer aux plans actuels du Japon, ou demain à ceux de l'Angleterre. Entreprise inutile d'ailleurs, car ainsi que nous l'avons dit, le développement économique et politique de la Chine n'est possible qu'à la condition du triomphe de l'ennemi contre lequel les capitalistes de tous les pays sont solidaires : le prolétariat chinois.

Poser ainsi le problème, c'est permettre de comprendre la signification des événements actuels, aussi bien que d'en dégager une perspective pour ce qui concerne surtout le conflit russo-japonais.

Une économie où fermentent les facteurs industriels n'est possible qu'à la condition d'avoir une tête qui la contrôle et qui, elle, soit pourvue d'une économie développée et moderne. La Chine se trouve dans cette position intermédiaire : bien que son territoire immense soit encore à un état économique très arriéré, toutefois des zones industrielles (Hong-Kong, Schanghai, Tchangsha, Tientsi, Canton) très développées agissent dans l'ensemble de l'économie où elles détiennent d'ailleurs une importance de tout premier ordre. La rupture du cours de la révolution prolétarienne a aussi brisé la construction d'une économie se concentrant autour de ces districts industriels. Il s'en est suivi qu'un autre centre industriel, le Japon, a vu s'ouvrir devant lui un champ de vastes opérations militaires et économiques. Les différentes économies agricoles de la Chine déjà ébranlées par la transformation industrielle qui s'y est ébauchée, ne pouvant trouver dans leur sein les éléments d'une transformation économique qui en permette l'épanouissement (le mouvement prolétarien ayant été écrasé), ne peuvent s'orienter que vers la puissance laquelle, par sa position géographique, se trouve dans la possibilité de permettre une certaine vie à un organisme économique qui a été amputé, en 1927, de sa force fondamentale, du prolétariat.

L'horizon qui s'ouvre donc devant le Japon résulte des conditions historiques de la situation mondiale d'aujourd'hui où la contre-révolution triomphe partout. S'il est à exclure que le Japon puisse étendre sa domination dans la Chine toute entière où il aurait d'ailleurs à compter avec les positions d'autres impérialismes, il est par contre certain que son expansion progressive sera parfaitement possible surtout dans le Nord de la Chine et que le conflit avec la Russie pourrait bien se résoudre en dehors de la conflagration mondiale et en face d'une Russie qui ne pourrait opposer que les mêmes lamentations que la Chine en 1931, invoquant la Société des Nations, en face des agressions des armées japonaises manœuvrant des généraux chinois qui afficheraient « un programme d'indépendance nationale » (?).

Pour s'opposer au plan du Japon il n'y a que la voie qui conduit à la révolution chinoise et à la révolution mondiale. La Russie Soviétique a bien montré qu'elle pose le problème de sa défense et de son expansion, non en correspondance avec le mouvement ouvrier de chaque pays, mais sur la base de l'appui des Etats capitalistes qui ont obtenu et obtiendront d'elle, en échange, tout l'appui qui leur sera nécessaire pour écraser le mouvement prolétarien dans leurs pays respectifs.

L'hypothèse d'un conflit armé russo-japonais ,limité à ces deux pays, n'opposerait pas seulement les deux Etats tels qu'ils se présentent actuellement, mais poserait directement le problème de l'inévitable transformation de la base de classe de l'Etat russe, au cours de la conflagration et il est très possible que, étant donné la condition défavorable où se trouve actuelement le prolétariat mondial, cette transformation se vérifierait à l'avantage du capitalisme.

En face d'une telle perspective, le devoir du prolétariat est d'affirmer avant tout que la condition avantageuse détenue par le Japon est le résultat direct de la politique imposée par le centrisme au parti communiste chinois et à la Russie Soviétique. Ensuite que l'enjeu réel de la lutte serait le bouleversement du régime prolétarien et que le centrisme loin de représenter un «moindre mal» pouvant empêcher la victoire de l'ennemi représenterait un facteur permettant le succès du capitalisme. Dans ces conditions le devoir du prolétariat ne pourrait pas se borner à propager la transformation en guerre civile de l'agression japonaise pour se concentrer autour de la Russie actuelle en associant, dans une synthèse impossible centrisme et révolution russe, mais serait de lutter conjointement avec les ouvriers japonais et de tous les autres pays afin que du conflit résulte non la victoire du capitalisme, mais le triomphe du communisme mondial. La position de simple défense de l'U.R.S.S., en considération des bases prolétariennes de cet Etat, disposerait les ouvriers russes, japonais et de tous les pays à s'appuyer sur une planche pourrie : le centrisme, qui ou bien s'effondrerait pour faire directement place à l'ennemi, ou bien évoluerait graduellement jusqu'à devenir organisme de la classe exploiteuse. Une fausse base de départ compromettrait toutes les chances de victoire révolutionnaire pouvant résulter du conflit russo-japonais, dans l'intérêt de la révolution mondiale.

Les Compétitions inter-impérialistes en Chine

La guerre impérialiste de 1914-18 n'a ni posé, ni résolu le problème du partage de l'Asie. Il est certain qu'avant la conflagration mondiale la puissance dominante en Extrême-Orient était l'Angleterre soutenant les velléités expansionnistes du Japon contre la Russie. La guerre de 1914 n'a pas embrassé les contradictions impérialistes en Asie et cela est prouvé par la participation de l'Angleterre, de la Russie et du Japon dans une même constellation. En rapport avec le développement du monde capitaliste dans son ensemble, de ses besoins expansionnistes, 1914 représente une lutte pour un nouveau partage des colonies méditerranéennes, des zones d'influence économique en Europe centrale.

Avant la guerre, nous le répétons, la puissance prédominante en Asie fut la Grande-Bretagne. Elle seule possédait grâce au contrôle des voies maritimes d'Europe en Asie, sa puissance industrielle et financière, sa force navale incontestée, la possibilité d'effectuer des investissements en Chine, de contrôler leur emploi, de s'accaparer des marchés de l'Asie, ce qui d'ailleurs lui était grandement facilité par ses positions aux Indes. En étroite liaison avec le degré de développement des Etats capitalistes européens, la guerre de 1914 ne pouvait encore mettre en jeu l'Asie, mais elle devait modifier le poids des influences impérialistes s'affrontant en Chine. Le Japon, d'une part, les Etats-Unis de l'autre, voilà les protagonistes que rencontra désormais l'Angleterre. La politique japonaise consista, en liaison avec le développement de sa base industrielle, à s'accaparer d'abord des îles telles Formose, Kurilen qui, avec les îles de l'archipel japonais, lui permirent de surveiller sur 3,000 milles les côtes de l'Asie. Par après, l'annexion de Port Arthur et de la Corée montra que l'impérialisme nippon se préoccupait essentiellement de prendre pied sur le continent. Dans la mesure où il s'agit de lutter contre l'expansion tzariste en Asie, menaçant l'Afganistan et les Indes, le Japon bénéficia de l'appui britannique. D'autant plus qu'il ne pouvait, à cette époque, résister à la concurrence anglaise asseyant sa prédominance dans les provinces du Sud-Ouest de la Chine, instaurant son pouvoir par Hong-Kong Canton, Shanghai, places fortes pour la pénétration « pacifique » en Chine. Face à l'influence anglaise, face au Japon guettant par la Corée et Port Arthur l'occasion favorable pour se diriger vers la Mandchourie, la Russie Tzariste contrôlait la Mongolie extérieure, la Mandchourie avec le chemin de fer de l'Est chinois, construit avec des capitaux russes.

Pour le Japon, la pénétration sur le continent était une question vitale tant

pour s'accaparer de matières premières que pour disposer de marchés, de territoires que le développement accéléré de son industrie l'accroissement de sa population, nécessitaient. C'est pourquoi grâce à la guerre de 1914, permettant un développement gigantesque de son industrie possible par la rupture du négoce entre l'Europe et l'Asie, profitant de l'isolement de la Chine, le Japon accentua sa pénétration continentale.

La fin de l'hégémonie anglaise en Chine, l'apparition du Japon et des Etats-Unis, la lutte qui en résulte pour un partage de l'Asie a exprimé dans la phase de l'après-guerre l'impossibilité, vu le développement des forces de production dans le monde, de maintenir la lutte inter-impérialistes pour de nouveaux débouchés autour d'un nouveau partage des colonies et des territoires influencés de la Méditerranée et de l'Europe centrale, et la nécessité de développer cette lutte en y englobant les territoires asiatiques, dont l'étendue et la densité de population pouvaient seul contenter des capitalismes aux abois. Les objectifs de 1914, un nouveau partage du monde influencé et contrôlé déjà par les impérialismes, restent dans toute leur acuité, mais se relient désormais aux compétitions de l'Asie où le capitalisme à la recherche de nouveaux marchés, de nouveaux profits se dirige inévitablement.

Le problème de la Chine se pose actuellement sur la base de la défaite des ouvriers chinois en 1927. C'est l'incapacité des ouvriers chinois à réaliser l'unification de la Chine, seulement possible par le renversement d'une bourgeoisie incapable de lutter contre les impérialismes oppresseurs de crainte de voir s'élever le prolétariat en arme, qui a permis le dépècement actuel de la Chine et l'éclosion des contrastes intercapitalistes qui se manifestent au sujet du partage des régions chinoises. C'est depuis 1927 que les impérialismes se préparent aux annexions qui se vérifient actuellement. La Grande Bretagne maintient ses positions en Chine sans jouir de la même prédominance qu'avant guerre. Elle doit compter avec la concurrence japonaise et américaine. Malgré tout, avec le Thibet, elle contrôle le Sud Est et Ouest de la Chine. Le Japon, après avoir annexé le Chantung occupé par l'Allemagne jusqu'en 1915, occupe depuis 1931 la Mandchourie et le Jéhol en plus de ses anciennes possessions. La Russie soviétique a abandonné tous ses droits sur la Chine après la révolution. Cependant, la Mongolie extérieure fait virtuellement partie de la Russie, bien qu'officiellement elle soit encore territoire chinois. D'autre part, la Russie participe à la lutte autour du Turkestan chinois, où se trouvent l'Angleterre et le Japon. Il s'agit ici de contrôler une place stratégique qui confine avec le Thibet, le Turkestant soviétique et la Chine.

Pour ce qui est des Etats-Unis son formidable développement de l'après-guerre devait poser le problème de son expansion en Asie. Mais il semble bien que ce problème ait été résolu par l'impérialisme Yankee (ne pouvant pas résoudre le problème par l'annexion ou l'occupation de points stratégiques, car il aurait fallu pour cela heurter directement l'Angleterre et le Japon déjà établis), par le recours au financement d'entreprises, à de larges investigations industrielles. Ce n'est qu'à la faveur d'une nouvelle guerre mondiale que les Etats-Unis pourraient conquérir des bases économiques et militaires en Asie ce qui leur permettrait un peu à la façon de l'Angleterre et du Japon de mettre sous coupe réglée la Chine. Mais pour cela il lui faut des bases militaires dans le Pacifique, à proximité de l'Asie, ce qu'elle ne possède pas encore. En outre, l'économie américaine, sa structure et ses ressources immenses nécessitent peut-être plus la possibilité de pouvoir exporter des capitaux dans le monde entier que de posséder des colonies pour maintenir un taux élevé du profit. Cela explique d'ailleurs la politique américaine en Asie et son alliance avec la Russie Soviétique. Cependant tous les contrastes inter-impérialistes en Asie semblent actuellement se polariser autour de la tension russo-japonaise. Concrètement le Japon se dirige vers la conquête de la Mongolie intérieure. Seule voie pour occuper la Mongolie extérieure et tenter de couper la Russie de ses ports sur le Pacifique en occupant les provinces maritimes et Vladivostock, ce qui lui permettrait de contrôler les républiques soviétiques de l'Extrême-Orient et de s'en emparer. Toute l'acuité de cette lutte se concentre autour du chemin de fer de l'Est Chinois qui coupe la Mandchourie du Sud-Ouest au Sud-Est et relie directement en coupant court le transibérien à Vladivostock.

La situation se présente ainsi à l'heure actuelle : le Japon, tant pour disposer de matières premières que de débouchés, doit réaliser le fameux plan de Tanaka qui prévoit l'occupation de la Chine du Nord et des provinces maritimes russes. Il sait pouvoir compter sur la neutralité de l'Angleterre qui conserve sa prédominance dans le Sud et conserve une neutralité tant que le Thibet ne sera pas menacé par la conquête japonaise du Turkestan. Les Etats-Unis ne peuvent s'appuyer que sur la Russie pour sauvegarder leurs intérêts dans l'Extrême-Orient et s'opposer au Japon et à l'Angleterre. La Russie ne peut se laisser couper de Vladivostock sans par là-même se couper du Pacifique. Il s'agit donc d'examiner la lutte qui oppose le Japon à la Russie et d'évaluer autant que cela est possible les dangers de conflagration mondiale ou de guerre isolée qu'une avance japonaise vers la Mongolie extérieure pourrait déterminer.

Lorsqu'en 1924, l'Etat prolétarien fit reconnaître par la Chine ses droits sur l'Est chinois il ne s'agissait pas de revendiquer les privilèges que s'était arrogé le tzarisme, mais de conserver un point stratégique de la plus haute importance que l'on devait remettre entre les mains de la révolution chinoise victorieuse. En réalité, l'Etat prolétarien exploitait la faiblesse de la bourgeoisie chinoise, des féodaux, pour maintenir son contrôle sur l'Est chinois en prévision d'un triomphe révolutionnaire en Chine en même temps qu'il s'agissait de maintenir une voie commerciale de la plus haute importance pour les républiques soviétiques d'Extrême-Orient. Cette position de l'Etat prolétarien avait l'inconvénient de permettre la réalisation d'un bloc nationaliste contre la Russie mise sur le même pied que les puissances impérialistes maintenant des concessions en Chine. D'ailleurs, ce bloc se réalisa en 1929 lors du conflit Sino-Russe, lorsque le centrisme maintient ses prétentions sur l'Est chinois en se déclarant prêt à le défendre par la force des armes. A cette époque, nous avons ouvertement affirmé que la nouvelle situation résultant de la défaite révolutionnaire ne justifiait plus le maintien de l'Est-Chinois. La position adoptée par le centrisme permit la réalisation d'un bloc nationaliste entraînant ouvriers et paysans au détriment de la lutte du prolétariat. Et actuellement, devant un rapport de force infiniment autre, devant la menace japonaise, le centrisme adopte la position de l'abandon de l'Est chinois, non pour ne pas compromettre la lutte révolutionnaire pour longtemps écrasée en Chine, mais pour éviter un conflit armé avec le Japon, dans l'indifférence générale du prolétariat chinois. Nous n'avons évidemment pas à nous solidariser avec la position actuelle du centrisme en Mandchourie. S'il en est à devoir effectuer des concessions au Japon, il ne les effectue pas sur la base d'une perspective d'évolution de la lutte révolutionnaire en Chine, mais sur la base de son écrasement.

En 1929, le Cde Trotsky préconisait la défense de l'Est chinois, qu'il fallait conserver pour la révolution chinoise. A l'heure actuelle ,ses partisans ne soufflent mot sur la position de la Russie sur ce problème et sont même prêts à accepter cette concession à l'impérialisme nippon au nom de la défense de l'U.R.S.S.

Par sa main-mise sur la Mandchourie en 1931, le Japon a mis pratiquement la main sur le chemin de fer de l'Est chinois et il est évident que seule une guerre pourrait le déterminer à l'abandonner. Il semble bien que la position de la Russie à ce sujet s'apparente avec celle de la Chine en 1931. Devant compter sur la neutralité sournoise de l'Angleterre, sur l'impréparation pour la guerre des Etats-Unis en proie à des difficultés intérieures l'Union Soviétique ne peut s'opposer pour le moment à la puissance militaire que représente le Japon. D'autant plus qu'aucune aide effective du prolétariat chinois, japonais ou mondial, n'est à escompter. En 1931, la Chine impuissante devant l'impérialisme japonais, guetté par l'Angleterre et les U.S.A. ne put que s'accrocher à « l'opinion universelle», à la S. D. N. et pratiquement dût céder devant le Japon. Seul le prolétariat aurait pu arrêter les convoitises de l'impérialisme nippon en renversant la bourgeoisie et en instaurant l'Etat prolétarien. Une fois le prolétariat battu, il devenait inévitable que la bourgeoisie, incapable de résister à la pression des impérialismes, n'osant s'appuyer sur le prolétariat pour réaliser son unification et lutter contre les impérialismes, aurait cédé au Japon. Ni les appels à la S. D. N., ni les appels à l'opinion universelle n'empêchèrent la réalisation du mémorendum Tanaka en Moudchourie.

Aujourd'hui, l'U. R. S. S. prend la mê-

me position que la Chine ,en 1931. Elle aussi s'appuie sur la S. D. N., fait appel à l'opinion universelle pour sauvegarder la paix, mais pratiquement recule, fait des concessions et vraisemblablement cèdera aux exigences japonaises. Nous ne pensons pas qu'il faudrait que l'Union Soviétique déclare la guerre au Japon, mais ce qui est clair, c'est que toutes ses concessions n'ont rien à voir avec la lutte du prolétariat mondial, puisqu'elles résultent de la politique centriste qui a écrasé le prolétariat en spéculant sur l'alliance éventuelle d'Etats capitalistes pour résister à d'autres Etats capitalistes.

Il est certain que les provocations du Japon sur l'Est chinois auraient dû depuis longtemps déterminer un conflit armé si la Russie ne se sentait pour le moment insuffisamment préparée pour pareille éventualité. Les meurtres, les assassinats d'employés soviétiques, les notes cominatoires du Japon, le chantage effectué contre la Russie, auraient amplement suffi pour fournir un prétexte de guerre si la situation était vraiment mûre pour cela. Mais l'Union Soviétique recule. Elle veut vendre le chemin de fer de l'Est chinois, cette « route de la révolution chinoise » aux Nippons. Demain, lorsque le Japon posera le problème de la Mongolie extérieure en y déterminant d'une façon ou d'une autre un mouvement « d'indépendance », la Russie s'appuyant toujours sur la S. D. N. dont elle devient membre effectif protestera au nom de la « conscience universelle » mais laissera vraisemblablement faire, à moins de s'engager dans une guerre isolée avec le Japon, ce qui serait très aléatoire vu sa faiblesse militaire. Tant que n'auront pas mûri les conditions internationales pour la guerre, la Russie, une fois le prolétariat chinois écrasé, devra reculer devant la menace japonaise. Cela est tellement évident pour le centrisme, qui dirige l'Etat prolétarien, qu'actuellement toute son activité diplomatique converge vers Genève, vers le renforcement de son système d'alliances en Europe. Le capitalisme international, dans son ensemble appuie la Russie afin de faire coïncider le partage de l'Asie avec l'explosion des contrastes inter-européens. Cela explique l'attitude de la France, de l'Angleterre, soutenant l'entrée de la Russie dans la Société des Nations, bien que divergeant — surtout l'Angleterre — avec la Russie sur le problème de l'Asie. Le capitalisme mondial tend à empêcher un conflit entre la Russie et le Japon avant le conflit mondial. Mais la sortie du Japon de la Société des Nations ,indique clairement sa volonté de ne plus attendre que se constituent les constellations impérialistes, mais bien de passer à un partage rapide et exclusif de la Chine en confisquant les points stratégique et les zones contrôlées par les Soviets jusqu'ici. En somme, deux hypothèses sont possibles : ou bien le Japon accélère ses attaques contre la Russie et l'oblige à entrer dans un conflit armé, ou bien la Russie recule et parvient tant bien que mal à attendre la maturation de la guerre mondiale pour s'appuyer sur les Etats-Unis qui, en renforçant leurs bases navales des Iles Aléouttines semblent répondre à cette préoccupation soviétique. En outre, le traité russo-américain laisse supposer que c'est vers cette perspective que se dirige la Russie.

Dans les deux cas, le prolétariat ne peut pas se borner à opposer à l'agression japonaise la défense de l'U.R.S.S. ou de la constellation dont celle-ci fera partie. Une guerre isolée entre la Russie et le Japon pourrait se prévaloir quand même de l'appui d'une partie des impérialismes qui viseraient au rétablissement de la bourgeoisie en U.R.S.S. Le prolétariat ne serait en aucun cas considéré comme la base et le but de cette conflagration. Il en subirait simplement les conséquences ou non de la défense de l'U.R.S.S., c'est-à-dire au nom d'un système d'alliance avec le capitalisme auquel est liée la Russie actuelle.

LA MANDCHOURIE

La Mandchourie, le plus important et plus riche territoire de la Chine, s'étend au Nord-Est de l'Asie, à l'Est de la Mongolie, dans ses trois provinces « historiques » de Liao-Ning (Moukden), Heilung-Kiang (Amour) et Kivin, sur une superficie d'à peu près d'un million de km2 avec une population évaluée en 1930 à 30 millions d'habitants. Cette population, en dehors de 4 à 5 millions d'autochtones mandchous et mongols, est formée par des chinois : 14 millions fixés au sol depuis plusieurs générations et que seuls les autochtones peuvent distinguer, et de 10 millions d'immigrés pendant les dernières années attirés par le développement économique du pays ou réfugiés pour fuir les guerres civiles. Il y a aussi un million de coréens et 250,000 japonais, nombre qui augmente à mesure que se développe la pénétration nippone.

La mise en valeur des ressources de la Mandchourie est récente : elle date de l'année 1895, quand le Japon victorieux de la Chine inaugura ainsi son entrée sur le continent asiatique.

Il est vrai que les avantages acquis par le Japon après sa victoire lui furent en partie ravis au profit de la Russie qui entrepris sans retard la construction de chemins de fer transmandchouriens et qui équipa les ports.

Les efforts de la Russie et du Japon se portèrent donc en premier lieu sur les voies ferrées. Ce qui aboutit aux deux grandes lignes transversales qui sillonnent la Mandchourie : le chemin de fer de l'Est chinois qui relie directement Tchita à Vladivostock en raccourcissant de 1,000 km. le trajet du transsibérien et le chemin du Sud-Mandchourien qui relie Kharbine à Port Arthur.

Le développement économique suivit de près celui des voies ferrées et la Mandchourie se trouva partagée entre sa partie nord, la plus vaste et boisée, constituant la sphère d'influence russe avec comme centre commercial : Kharbine et sa partie sud la plus peuplée, grâce à son climat tempéré et la fertilité de son sol, mais soumise à l'influence japonaise avec son commerce concentré autour de Moukden et surtout autour du port Dairen (Dalni).

La pénétration japonaise commencée dans la partie méridionale de la Mandchourie, s'étendit toujours plus vers le nord. Les raisons de cette expension nipponne se trouvent être à la fois militaires et économiques.

La raison de la sécurité d'abord : pour se protéger stratégiquement le Japon devait occuper la côte la plus proche de ses îles, porter la ligne de sa défense sur le continent en constituant une zone tampon protectrice à défaut d'une annexion directe.

La Corée avait joué ce rôle envers la Chine. Lorsque la Chine manifesta l'intention de rétablir sa suzeraineté effective sur la Corée, le Japon provoqua la guerre de 1895 et après sa victoire, la Corée passa sous un consortium sino-japonais que le traité de Pékin de 1905 transforma en protectorat strict du Japon, aboutissant à l'annexion définitive de 1910. De cette façon fut **écartée la** menace chinoise.

Mais restait le danger beaucoup plus menaçant de la Russie qui trouvait dans la Mandchourie un champ pour ses appétits propres. La Russie, comme nous l'avons déjà dit. avec l'appui des puissances, était parvenue à détourner à son profit une partie des avantages acquis lors de la victoire nipponne sur la Chine et installée à Port Arthur, régnait en Mandchourie en lieu et place des Japonais, poussant activement la construction de chemins de fer d'après ses intérêts militaires et économiques.

La guerre éclata en 1904-1905 entre la Russie et le Japon et la Russie fut battue comme l'avait été la Chine. Cependant il faut remarquer que si la Russie avait continué la guerre il lui aurait été possible de réduire son adversaire par une guerre d'usure.

L'Europe, qui avait alors d'autres soucis, la guerre impérialiste étant en marche, s'était cette fois désintéressée ou presque — elle empêcha cependant le Japon d'obtenir une grosse indemnité de guerre — de ce conflit. Le Japon par les

traités de Portsmouth et de Pékin, en 1905, recueilli la succession de la Russie en Mandchourie.

Il obtint Port Arthur et Dairen, l'extrémité sud de la presqu'île de Lian-Toung, c'est-à-dire, une base certaine pour sa politique ultérieure d'agression en Chine.

Mais aussi des raisons d'ordre économiques poussaient le Japon dans «sa marche vers le continent ». A côté du problème de la surpopulation — l'archipel japonais contient 60 millions d'habitants et la Mandchourie malgré ses 30 à 35 millions pourrait facilement en nourrir cent millions — la conquête de la Mandchourie s'inspirait aussi de la nécessité d'acquérir des marchés étrangers pour obtenir le complément de produits nécessaires à l'alimentation des matières premières nécessaires à l'industrie et aussi pour écouler les produits de cette industrie. La Mandchourie avec les ressources dont elle dispose et les vastes possibilités qu'on pourrait en obtenir, était tout à fait désignée pour répondre au rôle de fournisseur et client du jeune impérialisme japonais.

Le sol mandchou comporte, surtout dans les plaines du sud et du sud-ouest, 400,000 Km2 de terres cultivables d'une remarquable fertilité et dont la moitié à peine est mise en valeur. Les principales cultures sont les soyo (sortes de fèves), les sorgho (sorte de millet), le maïs, l'orge, le blé, ris, etc. Le reste du pays se divise entre des steppes propres à l'élevage (vingt millions de têtes de bétail, dont 7 millions et demi de porcs, 2 millions et demi de bétail ovin, 2 millions et demi de chevaux et un million et demi de bovins, etc....), et forêts qui couvrent les régions montagneuses du Nord et de l'Est. La Mandchourie du Nord abonde, en outre, en animaux à fourrure. Les richesses du sous sol sont encore en grande partie inexploitées, mais d'importants gisements de charbon sont déjà en exploitation surtout dans la région de Moukden et dans celle de Kirin (production annuelle de plus de dix millions de tonnes). Les réserves de charbon sont évaluées à plus d'un milliard et demi de tonnes. On extrait également dans la région de Moukden du minerais de fer et on trouve un peu partout de la magnésie, du plomb, du cuivre et même de l'or.

Sous l'effort de l'expansion japonaise, le commerce extérieur de la Mandchourie monta de 52 millions de täels, en 1907, à 736 millions en 1930 ; la superficie cultivée de 17 à 31 millions de acres ; la population de 16 à plus de 30 millions d'habitants.

Grâce aux techniciens japonais et aux capitaux nippons — ces derniers atteignirent presque 2 milliards de Yens, soit 75 p.c. de l'ensemble des capitaux étrangers investis en Mandchourie — surgirent des centaines d'usines, l'exploitation des mines fut activée.

Le port de Dairen, le seul port de l'Asie septentrionale restant libre des glaces pendant l'hiver et dont la seule construction coûta au Japon un milliard, atteignit le trafic annuel de 14 millions de tonnes.

La victoire de 1905 transféra au Japon l'exploitation de la ligne de chemin de fer du Sud Mandchourien, prolongée par après jusqu'à Antoung où elle se relie au chemin de fer coréen. Cette ligne qui devait faire la concurrence à l'Est chinois, est gérée par une société japonaise avec un capital de 440 millions de Yens et un actif évalué à 1,140 millions de Yens. Son trafic de marchandise a atteint en 1926, 16 millions et demi de tonnes de marchandises et 9 millions de voyageurs. Un accord ultérieur avec la Chine, en 1925, a reconnu au Japon le droit de disposition du terrain bordant la voie ferrée pour ses besoins industriels et commerciaux.

* * *

Le pénétration japonaise s'accomplit en Chine sans que jamais fut posé la question de la souveraineté de la Mandchourie. Les traités de 1905 confirmèrent les bails japonais qui devaient expirer en 1923 et par le traité de 1915, dit des 21 demandes, le Japon héritier des droits russes prolongea ses bails sur la presqu'île de Liang-Toung jusqu'en 1997 et pour le chemin de fer du Sud Mandchourien jusqu'en 2002.

La Mandchourie continua cependant à rester territoire chinois. En réalité, bien que les destinés de la Mandchourie et de la Chine furent liés dans le passé et que les Mandchous chasseurs, pasteurs et cavaliers nomades comme leurs congénéres les mongols, après avoir conquis Pékin, en 1644, imposèrent au reste de la Chine leur dynastie — qui dura jusqu'en 1911 — il n'y eut cependant aucune fusion. Les

empereurs mandchous firent de la Mandchouries la propriété privée de la couronne et les mandchous devinrent soldats ou plutôt prétoriens dont l'empereur payait obligatoirement les frais de mariage et de funéraille.

La révolution chinoise de 1911 qui amena la chute de la dynastie mandchourienne, détermina une nouvelle phase dans les rapports entre la Chine et la Mandchourie. La nouvelle république Chinoise mit à la tête de la Mandchourie, comme des autres provinces, un général auquel elle faisait confiance. Ce fut Chang Tso-Lin, qui fut nommé. Ancien chevrier, par après bandit, puis général-maréchal et finalement « super tuchun », c'est-à-dire, gouverneur des trois provinces de l'est et sorte de souverain sans couronne de la Mandchourie.

Un proverbe chinois dit : « le bandit stupide engraisse le terrain avec son cadavre, le bandit intelligent devient empereur ». Chang-Tso-Ling rêva de devenir empereur de toute la Chine — à l'instar de la dynastie des Mang dont le fondateur avait été un lama, devenu brigand, lui aussi — et dès 1912 il essaya la première marche sur Pékin. Mais vaincu il dut repasser la grande muraille. Destitué pour sa félonie il riposta en proclamant l'indépendance absolue de la Mandchourie, et qu'il notifia même aux puissances étrangères, ce qui passa au moment même inapperçu. En 1924 il règla directement avec les Soviets le problème du chemin de fer de l'Est Chinois. A la même époque, Chang-Tso-Ling s'empara de Pékin, mais chassé l'année suivante par le général « chrétien » Feng, il dut s'enfuir en Mandchourie et fut sauvé grâce à l'intervention japonaise dont-il devint l'instrument plus ou moins conscient. Reprenant l'offensive en 1925, Chang Tso-Ling s'empara à nouveau de Pékin et même de Tien-Sien. Mais quand il sembla près de réaliser son rêve ambitieux, en 1928, une bombe probablement d'inspiration japonaise, pour qui il devenait trop gênant, le déchira en éclatant sous son wagon. Son fils, Chang Chue-Chang s'empressa de pactiser avec Nankin dont il reconnu la souveraineté nominale en s'assurant la libre jouissance des domaines hérités.

* * *

L'intervention directe du Japon dans les affaires de la Mandchourie est encore toute récente. Les mouvements xénophobes orientés à l'origine contre toutes les puissances étrangères devinrent progressivement anti-japonais. Par suite du boycottage, en 1931, les importations japonaises en Chine et en Mandchourie baissèrent de 70 p. c.

Le Japon pour son intervention directe profita du mécontentement qui dans la Mandchourie s'était créé contre la famille des Chang et de ses partisans. Tchang-Tso-Ling avait consacré tout le budget du pays — les 97 p. c. en 1926 — à l'entretien de son armée. Toutes les entreprises de transport et de production étaient entre les mains de la famille de Chang et des autres chefs militaires qui étaient en même temps banquiers, commerçants, propriétaires fonciers. Le pays était plongé dans une misère extrême qu'une émission de valeurs papier avait encore augmentée. Avec cette misère le brigandage s'était développé. Les « brigands » ont toujours servi admirablement la cause de l'impérialisme japonais. Ainsi, quand il s'agissait de convaincre les exportateurs russes d'employer la voie de chemin de fer vers Dairen, quoique ayant le double de longueur de celle de Vladivostock, pour exporter les céréales de la Mandchourie, comme actuellement pour dévaloriser le chemin de fer de l'Est chinois dans les entretien russo-japonais pour sa vente, comme en 1931 pour déterminer l'intervention armée, les Japonais ont fait intervenir des « brigands ».

Répétant ce que les russes avaient fait en 1929, quand devant la menace de l'occupation chinoise du chemin de fer de l'Est chinois, l'armée de Blücher passa le fleuve Amour et mit facilement en déroute l'Armée chinoise, en septembre 1931 les japonais occupèrent Moukden et le reste de la Mandchourie. Ils s'appuyèrent sur les mécontents dont nous avons fait mention pour provoquer le 9 mars 1932, la proclamation d'une Mandchourie autonome ayant à sa tête le régent Pou-Yi, le dernier descendant de la dynastie mandchoue, et avec comme capitale Hsim King, qui se trouve entre Moukden et Karbine. Le nouvel Etat de la Mandchourie comprit, outre les trois provinces historiques, une quatrième province, celle de Jéhol, qui fut détâchée par une manœuvre identique. L'ensemble des territoires conquis fut 460,000 km2 avec une population de 34 millions d'habitants. Le 15 septembre 1932, le Japon reconnut le nouvel

Etat et mit la S.D.N., dont-il était encore membre, devant le fait accompli. Celle-ci adopta en février 1933 le rapport de la commission Lytton qui tout en reconnaissant les préjudices considérables portés aux intérêts japonais par la politique chinoise, affirma que la déclaration de l'« indépendance » du Manchéoukouo n'était nullement spontanée et préconisa enfin le maintien d'une Mandchourie autonome dans les cadres de la Chine.

Peu après, le Mandchoukouo devint Mandchou-ti-kouo (que l'on remarque le **ti** qui représente l'affirmation impériale) et Mrs Henry Pou-Yi devint sa Majesté Kong-Te, c'est-à-dire empereur des mandchous.

Que l'« indépendance » de l'Empire mandchou soit purement fictive, il est inutile de l'exposer ici. L'Etat major japonais est le vrai maître du pays. Le Japon d'ailleurs est le seul pays, qui ait reconnu le nouvel Etat et aussi le seul pays à lui fournir des capitaux. A côté de chaque ministre mandchou se trouve un sous ministre japonais. Officiellement la nécessité de cette occupation militaire du pays est justifiée par le besoin de combattre les « bigands » qui d'après les statistiques publiées se chiffraient à trois cent mille, chiffres qui comme pour les prostitués enregistrées est toujours inférieure à la réalité. Liquider le banditisme en Mandchourie comme dans le reste de la Chine est un travail d'hercule. Tout soldat congédié devient un bandit, comme d'ailleurs tous les soldats non payés, ce qui est la règle dans les armées chinoises. Mais aussi les paysans auxquels la sècheresse a brulé la récolte ou dont l'inondation a emporté la cabane, ou le paysan qui a vu tous ses biens volés par les réquisitions militaires, deviennent des bandits. Il est surtout difficile de reconnaître où finit le « bandit » et ou commence le « soldat régulier ». Dernièrement le Japon a réduit de moitié l'armée régulière mandchoue, parce que voyant un danger dans tous ses fusils entre les mains de soldats indigènes.

L'Etat mandchou a finalement donné tout le réseau de chemin de fer du pays en garantie d'un prêt consenti par la compagnie de chemin de fer du Sud Mandchourien qui, comme nous l'avons déjà fait remarqué, est entre les mains de capitalistes japonais et qui fut toujours un Etat dans l'Etat.

Pour ce qui est du problème de la colonisation agricole en Mandchourie, elle est une question très complexe et non d'une actualité immédiate. Il est vrai que l'on envisage le transport d'un million de familles japonaises en Mandchourie. Mais pour le moment, la colonisation commencée l'année passée se réduit à un millier de personnes, pour lesquels le commandant de l'armée du Kouang-toung a « obtenu » deux millions et demi d'acres près de Kharbine. Le fait que les paysans chinois qui forment la presque totalité de la population de la Manchourie regardent d'un bon œil la situation présente et l'armée japonaise qui les protège contre les bandits, dépend de ce qu'ils n'ont pas encore été frappés par la domination japonaise. Quand, comme en mars de l'année passée, on essaya dans la province de Kirin d'exproprier des paysans pour donner la terre à des familles provenant du Japon, les paysans se révoltèrent les armes à la main, ce qui permit aux Japonais de parler de l'action de Moscou.

Sous l'impulsion du Japon on a commencé l'introduction de la culture dans la basse vallée du Liao-Ho, mais on peut en conclusion affirmer qu'en général toute la colonisation se réduit pour le moment à des soldats mis en congé et qui restent sur place et surtout en faux paysans, c'est-à-dire, en soldats qui attendent le moment d'être appelés à rejoindre l'armée active.

Du reste, le nouvel Etat se trouve dans une situation économique très mauvaise. L'année commerciale en cours se montre passive. Il y a 423 millions de Youan (monnaie qui a la valeur approximative du yen) d'exportation contre 514 millions d'importation. La cause de cette balance passive est la baisse de la vente de la soyio, le produit essentiel de la Mandchourie, déterminée par le refus de l'Allemagne d'acheter les stock habituels. L'augmentation des importations n'est pas dû à une plus grande capacité de consommation de la population, mais 312 millions d'importation du Japon sont absorbés par le matériel de guerre et par les besoins des 100.000 fonctionnaires et employés japonais qui viennent de se transporter en Mandchourie.

Le courant extrémiste de l'impérialisme japonais en considérant le fleuve Amour comme la frontière continentale du Japon, réclame l'annexion pure et simple de la Mandchourie. Il affirme que le Japon ne gagne rien avec la création de cet empire d'opérette, vu que les puissances étrangères sont dans la quasi impossibilité d'empêcher la transformation et l'annexion de droit de ce qui existe déjà en fait. D'autre part, la Russie en cédant ses droits sur l'Est chinois, comme elle fait actuellement, démontre qu'elle est incapable d'affronter la lutte. L'impérialisme japonais affirme aussi que la Chine du Nord, c'est-à-dire, les provinces au nord du fleuve Bleu, est disposée à refaire l'alliance dynastique et l'on pourrait placer l'empereur de Mandchourie et sa cour à Pékin en laissant la Mandchourie à la pleine disposition du commandement militaire, ou bien de chercher à provoquer dans la Chine du Nord une reproduction du Mandchoukouo.

De plus, comme nous avons écrit dans notre dernier article, la Mongolie est divisée en Mongolie extérieure ou république populaire et Mongolie intérieure ou inférieure qui se trouve depuis de nombreuses année en lutte avec Nankin et qui par là même est portée vers la Mandchourie. La quatrième province du Mandchoukouo, le Jehol, fait partie en réalité de la Mongolie intérieure.

L'assemblée des notables qui proclama « l'indépendance » de la Mandchourie était formée de Mandchous et de Mongols. La Mongolie intérieure est la prochaine étape de la conquête japonaise qui pour le Japon réprésente une « ligne vitale » pour l'attaque contre la Mongolie rouge et la Russie d'Asie.

Le paragraphe deux du traité entre le Japon et la Mandchourie considère ces deux pays comme un bloc pour ce qui est de la défense réciproque et la sûreté nationale. La frontière russo-mandchoue est devenue en réalité la frontière russo-japonaise et le Japon a transféré ses limites sur l'« Amour » en accomplissant le vœu de son impérialisme. La Mandchourie en 1936 doit avoir un réseau de 10.000 km. qui formeront un réseau stratégique permettant le transport sur l'« Amour » en une semaine, d'une armée d'un demi million de soldats. Cette armée peut donc rester au Japon dans l'attente qu'une concentration russe dans les provinces maritimes, ou quelque attaque de bandits provoquent le « casus belli » désiré. Alors cette armée débarquera sur le continent avec l'aide des sept ports : Dairen, Port Arthur, Anhuy en Mandchourie et les quatres ports de la Corée. S'il est nécessaire, des troupes pourront débarquer par le port chinois de Halutao, dans le golf de Tcili, port qui par l'ouverture du trafic direct Moukden-Pékin peut être utilisé.

Il n'entre pas dans cet article d'examiner les différentes causes de conflits entre le Japon et la Russie qui sont à l'ordre du jour, depuis les discussions autour de l'Est chinois, les différends concernant le droit de pêche dans le Pacifique du Nord, le différend au sujet des puits de pétrole dans la moitié soviétique de l'île de Sakhaline.

Le fait est que le Japon pour continuer sa marche vers le continent, suivant le mémorandum de Tanaka, qui se développe logiquement, se trouve dans la nécessité d'éloigner de son flan le danger que représente les provinces maritimes et Vladivostock. Si sur la mer la Russie ne peut représenter pour le moment une menace réelle pour le Japon, la nouvelle armée aérienne soviétique donne une valeur à la menace de la Russie qui occupe la côte du Pacifique. En moins de 4 heures de vol les escadrilles de bombardement soviétiques peuvent se trouver au dessus des villes du Japon dont l'invulnérabilité disparait. La partie se jouera avec la Russie pour la possession de l'Extrême-Orient.

Mais le problème du continent n'écarte pas celui de la mer. Et le problème du contrôle des routes maritimes mondiales et celui de l'occupation des archipels stratégiques devront être résolus entre Japon, Etats-Unis et Angleterre. Ce sont là tous des aspects de la nouvelle guerre impérialiste de demain.

GATTO MAMMONE.

Crises et cycles dans l'Economie du capitalisme agonisant

Nous avons marqué dans la première partie de cette étude que la période qui va à peu près de 1852 à 1873 porte l'empreinte du développement considérable du Capitalisme, dans la « libre concurrence » (concurrence mitigée par l'existence d'un protectionnisme de défense des industries en pleine croissance). Au cours même de cette phase historique, les diverses bourgeoisies nationales parachèvent leur domination économique et politique sur les ruines des survivances féodales, libérant de toutes entraves les forces capitalistes de production : en Russie, par l'abolition du servage ; aux Etats-Unis, par la guerre de Sécession qui balaie l'anachronisme esclavagiste ; par la formation de la Nation italienne, par la fondation de l'unité allemande. Le traité de Francfort scelle le cycle des grandes guerres nationales d'où ont surgi les Etats Capitalistes modernes

PROCESSUS ORGANIQUE DANS L'ERE CAPITALISTE

Au rythme rapide de son développement, le système capitaliste de production, vers 1873, a déjà intégré à sa sphère, à son propre marché, le domaine extra-capitaliste qui lui est limitrophe. L'Europe est devenue une vaste économie marchande (à l'exception de quelques régions retardataires du Centre et de l'Est) dominée par la production capitaliste. Le continent Nord-Américain subit l'hégémonie du capitalisme anglo-saxon, déjà fortement développé.

D'autre part, le processus de l'accumulation capitaliste, qu'interrompent momentanément les crises cycliques, mais qui reprend avec une vigueur accrue après chaque assainissement économique détermine parallèlement une puissante et irrésistible centralisation des moyens de production, que la baisse tendancielle du taux de profit et l'âpreté des compétitions ne fait que précipiter. On assiste à une multiplication de gigantesques entreprises à haute composition organique, facilitée par le développement des sociétés par actions, qui se substituent aux capitalistes individuels, isolément incapables de faire face aux exigences extensives de la production ; les industriels se transforment en agents subordonnés à des conseils d'administration.

Mais un autre processus s'amorce : de la nécessité, d'une part, de contrecarrer la baisse du taux de profit, de le maintenir dans des limites compatiles avec le caractère de production capitaliste et, d'autre part, d'enrayer une concurrence anarchique et « désastreuse », surgit la formation d'organisations monopolistes qui acquièrent de l'importance, après la crise de 1873. Primitivement naissent les Cartels, puis une forme plus concentrée, les Syndicats. Ensuite apparaissent les Trusts et Konzernen qui opèrent, ou bien une concentration horizontale d'industries similaires ou bien le groupement vertical de branches différentes de la production.

Le capital humain, de son côté, sous l'afflux de la masse considérable d'argent épargné et disponible, produit de l'intense accumulation, acquiert une influence prépondérante. Le système des participations « en cascade », qui se greffe sur l'organisme monopoliste lui donne la clef du contrôle des productions fondamentales. Le Capital industriel, commercial ou bancaire, perdant ainsi graduellement leur position autonome dans le mécanisme économique et la fraction la plus considérable de la plus-value produite est drainée vers une formation capitaliste supérieure, synthétique, qui en dispose suivant ses intérêts propres : le **Capital Financier.**. Celui-ci est, en somme, le produit hypertrophié, de l'accumulation capitaliste et de ses manifestations contradictoires, définition qui n'a évidemment rien de commun avec celle représentant le Capital financier comme exprimant la « volonté» de quelques individualités animées de fièvre « spéculative », d'opprimer et de spolier les autres formations capitalistes et de s'opposer à leur « libre » développement. Une telle conception, pôle d'attraction des courants petits bourgeois social-démocrates et néo-marxistes pataugeant dans le marais de « l'anti-hypercapitalisme », exprime la méconnaissance des lois du développement capitaliste et tourne le dos au marxisme tout en renforçant la domination idéologique de la bourgeoisie.

Le processus de centralisation organique, loin d'éliminer la concurrence, l'amplifie au contraire sous d'autres formes, ne faisant qu'exprimer ainsi le degré d'ap[profondissement de la contradiction capitaliste fondamentale. A la concurrence entre capitalistes individuels — organes primaires —s 'exerçant sur toute l'étendue du marché capitaliste (national et international) et qui est contemporaine du capitalisme « progressif », se substituent les vastes compétitions internationales entre organismes plus évolués : les Monopoles, maîtres des marchés nationaux et des productions fondamentales ; cette période correspond à une capacité productive débordant largement des limites du marché national, et à une extension géographique de celui-ci par les conquêtes coloniales se plaçant au début de l'ère impérialiste. La forme suprême de la concurrence capitaliste s'exprimera finalement par les guerres inter-impérialistes et surgira lorsque tous les territoires du globe seront partagés entre les nations impérialistes Sous l'égide du Capital Financier, un processus de transformation des formations nationales — issues des bouleversements historiques et qui contribuaient par leur développement à une cristalisation de la division mondiale du travail — en des entités économiques complètes. «Les monopoles », dit R. Luxembourg, « aggravent la contradiction existant entre le caractère international de l'économie capitaliste mondiale et le caractère national de l'Etat capitaliste »,

Le développement du nationalisme économique est double : intensif et extensif.

La charpente principale du développement intensif est constituée par le protectionnisme, non plus celui protégeant « les industries naissantes, mais celui instaurant le monopole du marché national et qui détermine deux possibilités : à l'intérieur, la réalisation d'un surprofit, à l'extérieur la pratique de prix au-dessous de la valeur des produits, la lutte par le « dumping ».

Le développement « extensif » déterminé par le besoin permanent d'expansion du capital, à la recherche de nouvelles zônes de réalisation et de capitalisation de plus-value, est orienté vers la conquête de terres pré-capitalistes et coloniales.

Poursuivre l'extension continuelle de son marché afin d'échapper à la menace constante de la surproduction de marchandises qui s'exprime dans les crises cycliques, nous avons indiqué que telle est la nécessité fondamentale du mode de production capitaliste, qui se traduit d'une part par une évolution **organique** aboutissant aux monopoles, au Capital Financier et au nationalisme économique et d'autre part par une évolution **historique** aboutissant à l'impérialisme. Définir l'impérialisme « un **produit du Capital Financier** » comme le fait Boukharine, c'est établir une fausse filiation et surtout c'est perdre de vue l'origine commune de ces deux aspects du processus capitaliste : la production de plus-value.

LES GUERRES COLONIALES DANS LA PREMIERE PHASE DU CAPITALISME

...Alors que le cycle des guerres nationales se caractérise essentiellement par des luttes entre nations en formation, édifiant une structure politique et sociale conforme aux besoins de la production capitaliste, les guerres coloniales opposent, d'une part des pays capitalistes complètement développés, craquant déjà dans leur cadre étroit et d'autre part. des pays non évolués à économie naturelle ou retardataire.

Les régions à conquérir sont de deux espèces : a) **les colonies de peuplement,** qui servent essentiellement comme sphères d'investissements de capitaux et deviennent, en quelque sorte, le prolongement des économies métropolitaines, parcourant une évolution capitaliste similaire et se posant même en concurrentes des Métropoles, tout au moins pour certaines branches. Tels sont les Dominions britanniques, à structure capitaliste complète ; b) **les colonies d'exploitation,** à population dense, où le Capital poursuit deux objectif essentiels : réaliser sa plus-value et s'approprier des matières premières à bon marché, permettant de freiner la croissance du Capital constant investi dans la production, et d'améliorer le rapport de la masse de plus-value au capital total. Pour la réalisation des marchandises, le processus est celui que nous avons déjà décrit : Le Capitalisme contraint les paysans et les petits producteurs issus de l'économie domestique, à

travailler, non pour leurs besoins directs, mais pour le marché, où s'effectue l'échange de produits capitalistes de grande consommation contre les produits agricoles. Les peuples agriculteurs des colonies s'intégrent à l'économie marchande sous la pression du capital commercial et usuraire stimulant les grandes cultures de matières d'exportation : coton, caoutchouc, riz, etc. Les emprunts coloniaux représentent l'avance faite par le Capital financier du pouvoir d'achat servant à l'équipement du réseau de circulation des marchandises : construction de chemin de fer, de ports, facilitant le transport des matières premières, ou à des travaux de caractère stratégique, qui consolident la domination impérialiste. D'autre part, le Capital Financier veille à ce que les capitaux ne puissent servir d'instrument d'émancipation économique des colonies ; à ce que les forces productives ne soient développées et industrialisées que dans la mesure où elles ne peuvent constituer une menace pour les industries métropolitaines, en orientant, par exemple, leur activité, vers une transformation primaire des matières premières, s'effectuant avec le concours de forces de travail indigènes quasi-gratuites.

De plus, la paysannerie, écrasée sous le poids des dettes usuraires et des impôts absorbés par les emprunts est contrainte de céder les produits de son travail bien au-dessous de leur valeur, sinon en-dessous de leur prix de revient.

Aux deux méthodes de colonisation que nous venons d'indiquer, s'en ajoute une troisième, consistant à s'assurer des zones d'influence, en « vassalisant » à coups d'emprunts et de placements de capitaux, des Etats retardataires. Le courant intense d'exportation des capitaux qui est lié à l'extension du protectionnisme monopoliste, favorise un élargissement de la production capitaliste, tout au moins à l'Europe Centrale et Orientale, à l'Amérique et même à l'Asie où le Japon devient une puissance impérialiste.

D'un autre côté, l'inégalité du développement capitaliste se prolonge dans le processus d'expansion coloniale. Au seuil du cycle des guerres coloniales, les nations capitalistes les plus anciennes, s'appuient déjà sur une solide base impérialiste ; les deux plus grandes puissances de cette époque : l'Angleterre et la France se sont déjà partagé les « bonnes » terres d'Amérique ,d'Asie et d'Afrique, circonstances qui favorisent encore davantage leur extension ultérieure au détriment de leurs concurrents plus jeunes, l'Allemagne et le Japon, obligés de se contenter de quelques maigres restes en Afrique et en Asie, mais qui, par contre, accroissent leurs positions métropolitaines à un rythme beaucoup plus rapide que les vieilles nations : l'Allemagne, puissance industrielle, dominant le continent européen, peut bientôt se dresser, face à l'impérialisme anglais et poser le problème de l'hégémonie mondiale dont la solution sera cherchée au travers de la première guerre impérialiste.

Si au cours des cycles des guerres coloniales les contrastes économiques et les antagonismes impérialistes s'aiguisent, les conflits des classes qui en résultent peuvent cependant encore être comblés « pacifiquement », par la bourgeoisie des pays les plus avancés, accumulant au cours des opérations de brigandage colonial, des réserves de plus-values, où elle peut puiser à pleines mains et corrompre les couches privilégiées de la classe ouvrière. Les deux dernières décades du XIXe siècle amènent au sein de la social-démocratie internationale, le triomphe de l'opportunisme et du réformisme, monstrueuses excroissances parasitaires se nourrissant des peuples coloniaux.

Mais le colonialisme extensif est limité dans son développement et le Capitalisme, conquérant insatiable, a tôt fait d'épuiser tous les débouchés extra-capitalistes disponibles. La concurrence inter-impérialiste privée d'une voie de dérivation, s'oriente à la guerre impérialiste.

«Ce qui s'oppose aujourd'hui les armes à la main », dit R. Luxembourg, « ce ne sont pas, d'une part les pays capitalistes et d'autre part les pays d'économie naturelle, mais des Etats qui sont précisément poussés au conflit par l'identité de leur développement capitaliste élevé «.

CYCLES DE GUERRES INTER-IMPERIALISTES ET DE REVOLUTION DANS LA CRISE GENERALE DU CAPITALISME

Alors que les anciennes communautés naturelles peuvent résister des milliers d'années, que la société antique et la société féodale parcourent une longue période historique, la production capitaliste moderne, au contraire », dit Engels, « vieille à peine de 300 ans et qui n'est devenue dominante que depuis l'instauration de la grande industrie, c'est-à-dire depuis cent ans a, en ce court laps de temps, réalisé des disparates de répartition — concentration des capitaux en un petit nombre de mains d'une part, concentration des masses sans propriété, dans les grandes villes d'autre part — qui fatalement causeront sa perte ».

La société capitaliste, de par l'acuité qu'atteignent les contrastes de son mode de production, ne peut plus poursuivre ce qui constitue sa mission historique : développer de façon continue et progressive les forces productrices et la productivité du travail humain. La révolte des forces de production contre leur appropriation privée, de sporadique devient **permanente.** Le Capitalisme entre dans sa crise générale de décomposition, et l'Histoire enregistrera ses sursauts d'agonie en traits sanglants.

Résumons de cette crise générale les caractéristiques essentielles : une surproduction industrielle générale et constante, un chômage technique chronique alourdissant la production de capitaux non-viables ; le chômage permanent de masses considérables de forces de travail aggravant les contrastes de classes ; une surproduction agricole chronique superposant une crise générale à la crise industrielles et que nous analyserons plus loin ; un ralentissement considérable du processus de l'accumulation capitaliste résultant du rétrécissement du champ d'exploitation des forces de travail (composition organique) et de la baisse continue du taux de profit et que Marx prévoyait lorsqu'il disait que « dès que la formation de capital se trouverait exclusivement entre les mains de **quelques gros capitalistes** pour qui la **masse** du profit compenserait le **taux,** la production perdrait tout stimulant vivifiant et tomberait en somnolence. Le taux de profit est la forme motrice de la production capitaliste. Sans profit, pas de production » ; la nécessité pour le Capital Financier de rechercher un **surprofit,** provenant non pas de la production de plus-value, mais d'une spoliation d'une part, de l'ensemble des consommateurs en élevant le prix des marchandises au-dessus de leur valeur et, d'autre part, des petits producteurs en s'appropriant une partie ou l'entièreté de leur travail. Le surprofit représente ainsi un impôt indirect prélevé sur la **circulation** des marchandises. Le Capitalisme a tendance à devenir parasitaire dans le sens absolu du terme.

Durant les deux dernières décades précédant le conflit mondial, ces agents d'une crise générale se développent et agissent déjà dans une certaine mesure, bien que la conjoncture évolue encore suivant une courbe ascendante, exprimant en quelque sorte le « chant du cygne » du Capitalisme. Dès 1912, le point culminant est atteint, le monde capitaliste est inondé de marchandises et la crise éclate aux Etats-Unis en 1913 et commence à s'étendre à l'Europe. L'étincelle de Sarajevo l'a fait exploser dans la guerre mondiale qui pose à l'ordre du jour une revision du partage des colonies. Le massacre va dès lors constituer pour la production capitaliste, un immense débouché ouvrant de « magnifiques » perspectives.

L'industrie lourde, fabriquant non plus des moyens de production mais de destruction et également celle produisant des moyens de consommation, vont pouvoir travailler à plein rendement, non pour assurer l'existence des hommes, mais pour acélérer leur destruction. La guerre, d'une part, opère un « salutaire » assainissement des valeurs-capital hypertrophiées ; en les détruisant sans pourvoir à leur remplacement et, d'autre part, elle favorise la réalisation des marchandises bien au-dessus de leur valeur, par la hausse formidable des prix sous le régime du cours forcé ; la masse du surprofit que le capital retire d'une telle spoliation des consommateurs compense largement la diminution de la masse de plus-value résultant d'un affaiblissement des possibilités d'exploitation dû à la mobilisation.

La guerre détruit surtout d'énormes forces de travail qui, dans la paix, rejetées du procès de la production, se constituaient en menace grandissante pour la domination bourgeoise. On chiffre la destruction des valeurs réelles à un tiers de la richesse mondiale accumulée par le travail de générations de salariés et de paysans. Ce désastre social, vu sous l'angle de l'intérêt mondial du capitalisme prend l'aspect d'un bilan de prospérité analogue à celui d'une société anonyme s'occupant de participations financières et dont le compte de profits et pertes gonflé de bénéfices, cache la ruine d'innombrables petites entreprises et la misère des travailleurs. Car les destructions si elles prennent les proportions d'un cataclysme ne retombent pas à charge du

capitalisme. L'Etat capitaliste vers lequel, durant le conflit convergent tous les pouvoirs, sous l'impérieuse nécessité d'établir une économie de guerre, est le grand consommateur insatiable qui crée son pouvoir d'achat au moyen d'emprunts gigantesques draînant toute l'épargne nationale sous le contrôle et avec le concours « rétribué » du capital financier ; il paye avec des traites qui hypothèquent le revenu futur du prolétariat et des petits paysans. L'affirmation de Marx, formulée il y a 75 ans, reçoit sa pleine signification : « La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique ».

La guerre devait évidemment accélérer le procesus d'exacerbation des antagonismes sociaux. La dernière période du massacre s'ouvre par le coup de tonnerre d'Octobre 1917. Le secteur le plus faible du capitalisme mondial vient de sauter. Des convulsions révolutionnaires grondent en Europe Centrale et Occidentale. Le pouvoir bourgeois est chancelant : il faut mettre fin au conflit. Si en Russie, le prolétariat guidé par un parti trempé par quinze ans de luttes ouvrières et de travail idéologique, peut maîtriser une bourgeoisie encore faible, et instaurer sa dictature, dans les pays centraux — où le capitalisme est plus solidement enraciné — la classe bourgeoise tout en chancelant sous l'impétuosité du flux révolutionnaire, parvient cependant, avec l'appui d'une social-démocratie encore puissante et du fait de la non-mâturité des partis communistes, à orienter le prolétariat dans une direction qui l'éloigne de ses buts spécifiques. La tâche du capitalisme est facilitée par la possibilité qu'il a, après l'armistice, de prolonger sa « prospérité» de guerre en une période d'essor economique justifié par la nécessité d'adapter la production guerrière au renouvellement de l'appareil productif et à une consommation de paix s'exprimant par les immenses besoins de première nécessité qui surgissent. Ce relèvement réintègre dans la production la presque totalité des ouvriers démobilisés et les concessions d'ordre économique que leur accorde la bourgeoisie, si elles n'entament pas son profit (les salaires augmentés ne suivant que de loin la dépréciation du pouvoir d'achat du papier monnaie), lui permettent cependant de jeter dans la classe ouvrière l'illusion qu'une amélioration de son sort peut encore s'effectuer dans le cadre du régime capitaliste et, en l'isolant de son avant-garde révolutionnaire, d'écraser celle-ci.

La perturbation jetée dans le système monétaire aggrave le désordre apporté par la guerre dans la hiérarchie des valeurs et le réseau des échanges, de sorte que l'essor (du moins en Europe) évolue dans le sens d'une activité spéculative et d'un accroissement de valeurs fictives, et non comme une phase cyclique ; il atteint d'ailleurs bien vite son point culminant, le volume de la production bien que correspondant à une capacité fortement réduite des forces productives et bien que restant sensiblement inférieur au niveau d'avant-guerre déborde cependant rapidement la faible capacité d'achat des masses. D'où la crise de 1920 qui, ainsi que la définit le 3e Congrès de l'Internationale Comuniste, apparaît comme la « réaction de la misère contre les efforts pour produire, trafiquer et vivre sur un pied analogue à celui de l'époque capitaliste précédente », qui est celle de la prospérité fictive de guerre et d'après-guerre.

Si en Europe la crise n'est pas l'aboutissement d'un cycle industriel, aux Etats-Unis, elle apparaît encore comme telle. La guerre lui a permis de se dégager de l'étreinte de la dépression économique de 1913 et lui a offert d'immenses possibilités d'accumulation en écartant son concurrent européen et en lui ouvrant un marché militaire quasi inépuisable. L'Amérique devient le grand fourniseur de l'Europe en matières premières, produits agricoles et idustriels. Appuyés sur une capacité productive colossale, une agriculture puissamment industrialisée, d'immenses ressources en capitaux et leur position de créancier mondial, les Etats-Unis, en devenant le centre économique du capitalisme mondial, déplacent aussi l'axe des contradictions impérialistes. L'antagonisme anglo-américain se substitue à la rivalité anglo-allemande, moteur du premier conflit mondial. La fin de celui-ci fait surgir aux Etats-Unis le profond contraste d'un appareil productif hypertrophié et d'un marché considérablement rétréci. La contradiction éclate dans la crise d'avril 1920 et le jeune impérialisme américain dès lors s'engage, à son tour, dans la voie de la décomposition générale de son économie.

Dans la phase décadente de l'impérialisme, le Capitalisme ne peut plus diriger

les contrastes de son système que vers une seule issue : la guerre. L'Humanité ne peut échaper à une telle alternative que par la révolution prolétarienne. Or, la révolution d'Octobre 17 n'ayant pu, dans les pays avancés d'Occident, mûrir la conscience du prolétariat et celui-ci ayant été incapable d'orienter les forces productives vers le socialisme, seule possibilité de combler les contradictions capitalistes, la bourgeoise, quand les dernières énergies révolutionnaires se sont consumées dans la défaite du prolétariat allemand en 1923, parvient à restituer à son système une stabilité relative qui, bien que renforçant sa domination, va cependant la pousser dans la voie menant à une nouvelle et plus terrible conflagration générale.

Entretemps s'ouvre une nouvelle période de reprise économique qui prend les apparences d'une prospérité analogue à celle d'un cycle du capitalisme ascendant, tout au moins en ce qui concerne un des aspects essentiels : le développement de la production. Mais nous avons vu qu'antérieurement l'essor correspondait à une extension du marché capitaliste s'annexant de nouvelles zônes pré-capitalistes, tandis que l'essor de 1924-29 qui évolue dans la crise générale du capitalisme ne peut pas puiser à de telles possibilités. On assiste, au contraire, à une aggravation de la crise générale sous l'action de certains facteurs que nous allons rapidement examiner : a) Le marché capitaliste est amputé du vaste débouché que constituait la Russie impériale ,importatrice de produits industriels et de capitaux et exportatrice de matières premières et de produits agricoles cédés à bas prix au moyen d'une exploitation féroce de la paysannerie ; d'autre part, la dernière grande zône pré-capitaliste à ressources immenses et vaste réservoir d'hommes, est plongée dans de formidables convulsions sociales qui empêchent le Capital d'y effectuer des placement «rassurants» ; b) le détraquement du mécanisme mondial a supprimé l'or en tant qu'équivalent général des marchandises et de monnaie universelle, l'absence d'une commune mesure et la coexistence de systèmes monétaires basés, soit sur l'or, soit sur le cours forcé ou la non convertibilité, déterminent une telle différenciation des prix que la notion de la valeur s'estompe, que le commerce international est complètement désarticulé et que son désordre s'aggrave par le recours plus fréquent et plus caractérisé au dumping ; c) la crise chronique et générale de l'agriculture est mûre dans les pays agraires et dans les secteurs agricoles des pays industriels, (elle s'épanouira dans la crise économique mondiale). Le développement de la production agraire qui avait reçu sa principale impulsion de l'industrialisation et de la capitalisation agricoles, dès avant guerre, de grandes zônes des Etats-Unis du Canada et de l'Australie, s'est poursuivi, par son extension à des régions plus arriérées d'Europe Centrale et d'Amérique du Sud, dont l'économie essentiellement agricole a perdu son caractère semi-autonome et est devenue totalement tributaire du marché mondial.

De plus, les pays industriels, importateurs de produits agricoles, mais engagés dans la voie du nationalisme économique tentent de combler la déficience de leur agriculture par une augmentation des terres emblavées et par un accroissement de leur rendement, à l'abri de barrières douanières et avec l'appui d'une politique de subventions, dont la pratique s'étend également aux pays de grande culture (Etats-Unis, Canada, Argentine). Il en résulte, sous la pression monopoliste, un régime factice de prix agricoles s'élevant au niveau du coût de prodution le plus élevé et qui pèse lourdement sur la capacité d'achat des masses (cela se vérifie surtout pour le blé, article de grande consommation).

De ce que les économies paysannes ont achevé leur intégration au marché découle pour le capitalisme une conséquence importante : les marchés nationaux ne peuvent plus être étendus et ont atteint leur point de saturation absolu. Le paysan, bien que gardant les apparences d'un producteur indépendant, est incorporé à la sphère capitaliste de production au même titre qu'un salarié : de même que celui-ci est spolié de son surtravail par la contrainte où il se trouve de vendre sa force de travail, de même le paysan ne peut s'approprier le travail supplémentaire contenu dans ses produits parce qu'il doit céder ceux-ci au capital au-dessous de leur valeur.

Le marché national traduit ainsi de façon frappante l'approfondissement des contradictions capitalistes : d'une part, la décroissance relative,puis absolue de la part du prolétariat dans le produit total, l'extension du chômage permanent et de

l'armée de réserve industrielle réduisent le marché pour les produits agricoles. La chute qui en résulte du pouvoir d'achat des petits paysans, réduit le marché pour les produits capitalistes. L'abaissement constant de la capacité générale d'achat des masses ouvrières et paysannes s'oppose ainsi de plus en plus violemment à une production agricole de plus en plus abondante, composée surtout de produits de grande consommation.

L'existence d'une surproduction agricole endémique (clairement établie par les chiffres des stocks mondiaux de blé qui triplent de 1926 à 1933) renforce les éléments de décomposition agissant au sein de la crise générale du capitalisme,du fait qu'une telle surproduction se différenciant de la surproduction capitaliste proprement dite est irréductible (si ce n'est pas l'intervention « providentielle » des agents naturels) en raison du caractère spécifique de la production agraire encore insuffisamment centralisée et capitalisée et occupant des millions de familles.

Ayant déterminé les conditions qui délimitent strictement le champ à l'intérieur duquel doivent évoluer les contradictions inter-impérialistes, il est aisé de déceler le vrai caractère de cette « insolite» prospérité de la période de «stabilisation» du capitalisme. Le développement considérable des forces productives et de la production, du volume des échanges mondiaux, du mouvement international des capitaux, traits essentiels de la phase ascendante 1924-1928 s'expliquent par la nécessité d'effacer les traces de la guerre, de reconstituer la capacité productive primitive, pour l'utiliser à la réalisation d'un objectif fondamental : le parachèvement de la structure économique et politique des Etats impérialistes, conditionnant leurs capacités de concurrence et l'édification d'économies adaptées à la guerre. Il est dès lors évident que toutes les fluctuations conjoncturelles très inégales ,bien qu'évoluant sur une ligne ascendante, ne feront que réfléter les modifications intervenant dans le rapport des forces impérialistes que Versailles avait fixé en sanctionnant le nouveau partage du monde.

L'essor de la technique et de la capacité de production prend des proportions gigantesques particulièrement en Allemagne. Après la tourmente inflationniste de 1922-1923 les investissements de capitaux anglais, français et surtout américains, y sont tels que beaucoup de ceux-ci ne trouvent pas à s'employer à l'intérieur et sont réexportés par le canal des banques notament vers l'U.R.S.S., pour le financement du plan quinquennal.

Au cours même du processus d'expansion des forces productives, la virulence de la loi dégénérescente de la baisse du taux de profit s'accroît. La composition organique s'élève encore plus rapidement que ne se développe l'appareil de production et cela se vérifie surtout dans les branches fondamentales, d'où résulte une modification interne du capital constant : la partie fixe (machines) augmente fortement par raport à la partie circulante (matières premières et approvisionnements consommés) et devient un élément rigide alourdissant les prix de revient dans la mesure où fléchit le volume de la production et où le capital fixe représente la contre-valeur de capitaux d'emprunts. Les plus puissantes entreprises deviennent ainsi les plus sensibles au moindre déclin de la conjoncture. En 1929, aux Etats-Unis, en pleine prospérité la production maximum d'acier nécessite seulement 85 p.c. de la capacité productive et en mars 1933, cette capacité utilisée tombera à 15 p.c. En 1932, la production des moyens de production pour les grands pays industriels ne représentera même pas, en valeur, l'équivalent de l'usure normale du capital fixe.

De tels faits n'expriment qu'un autre aspect contradictoire de la phase dégénérescente de l'Impérialisme : maintenir l'indispensable potentiel de guerre au moyen d'un appareil productif partiellement inutilisable.

Entretemps, pour essayer d'alléger les prix de revient, le Capital Financier recourt aux moyens que nous connaissons déjà : à la réduction des prix des matières premières, abaissant la valeur de la partie circulante du capital constant ; à la fixation de prix de vente au-dessus de la valeur, procurant un surprofit : à la réduction du capital variable, soit par la baisse directe ou indirecte des salaires, soit par une intensification du travail, équivalant à une prolongation de la journée de travail et réalisée par la rationalisation et l'organisation du travail à la chaîne. On comprend pourquoi ces dernières méthodes ont été le plus rigoureusement appliquées dans les pays techniquement les plus développés, aux Etats-Unis et en Allemagne, infériorisés dans les périodes de faible conjoncture, en face de pays moins évolués, où les prix de revient sont beaucoup plus sensibles à une baisse de salaires. La rationalisation se heurte cependant aux frontières de la capacité humaine. De plus, la baisse des salaires ne permet d'augmenter la masse de plus-value que dans la mesure où la base d'exploitation, le nombre de salariés au travail, ne se rétrécit pas. Par conséquent, la solution du problème fondamental : conserver la valeur des capitaux investis en même temps que leur rentabilité, en produisant et en réalisant le maximum de plus-value et de surprofit (son prolongement parasitaire), doit être orientée vers d'autres possibilités. Pour laisser vivre des capitaux « non-viables » et leur assurer un profit, il faut les alimenter d'argent « frais » que le Capital Financier se refuse évidement à prélever sur ses propres resources. Il le puise donc, soit dans l'épargne mise à sa disposition, soit par le truchement de l'Etat, dans la poche des consommateurs. De là le dévelopemenpt des monopoles d'Etat, des entreprises mixtes (à participation étatique) ; la création d'onéreuses entreprises « d'utilité publique », les prêts, les subventions aux affaires non rentables ou la garantie étatique de leurs revenus. De là aussi le contrôle des budgets la «démocratisation » des impôts, par l'élargissement de la base imposable, les dégrèvement fiscaux en faveur du Capital, en vue de ranimer les « forces vives » de la Nation, la compression des charges sociales « non productives », les conversions de rentes, etc.

Cependant, même cela ne peut suffire. La masse de plus-value produite reste insuffisante et le champ de la production, trop étroit, doit être étendu. Si la guerre est le grand débouché de la production capitaliste, dans la « paix » le militarisme (en tant qu'ensemble des activités préparant la guerre), réalisera la plus-value des productions fondamentales contrôlées par le Capital Financier. Celui-ci pourra en délimiter la capacité d'absorption par l'impôt enlevant aux masses ouvrières et paysannes une fraction de leur pouvoir d'achat et la transférant à l'Etat, acheteur de moyens de destruction et « entrepreneur de travaux » à caractère stratégique. Le répit ainsi obtenu ne peut évidemment résoudre les contrastes.Comme Marx le prévoyait déjà «la contradiction entre la puissance sociale générale finalement constituée par le Capital et le pouvoir de chaque capitaliste de disposer des conditions sociales de la production capitaliste se développe de plus en plus ». Tous les antagonismes internes de la Bourgeoisie doivent être absorbés par son appareil de domination, l'Etat capitaliste, qui devant le péril, est appelé à devoir sauvegarder les intérêts fondamentaux de la classe dans son ensemble et à parachever la fusion, déjà en partie réalisée par le Capital Financier des intérêts particuliers des diverses formations capitalistes. Moins il y a de plus-value à partager, plus les conflits internes sont aigus et plus cette concentration s'avère impérieuse. La bourgeoisie italienne est la première à recourir au fascisme parce que sa fragile structure économique menace de se rompre, non seulement sous la pression de la crise de 1921, mais également sous le choc des violents contrastes sociaux.

L'Allemagne, puissance sans colonies, reposant sur une faible base impérialiste, est contrainte, dans la quatrième année de la crise mondiale, de concentrer l'entièreté des ressources de son économie au sein de l'Etat totalitaire en brisant la seule force qui eût pu opposer à la dictature capitaliste sa propre dictature : le prolétariat. De plus, c'est en Allemagne que le processus de transformation de l'appareil économique en instrument pour la guerre, est le plus avancé. Par contre, les groupements impérialistes plus puissants, tels la France et l'Angleterre, disposant encore de considérables réserves de plus-value ne sont pas encore entrés résolument dans la voie de la centralisation étatique.

Nous venons de marquer que l'essor de la période de 1924-1928 évolue en fonction de la restauration et du renforcement structurel de chacune des puissances impérialistes, dans l'orbite desquelles viennent graviter les Etats secondaires, suivant leurs affinités d'intérêts. Mais précisément du fait que l'essor comporte ces deux mouvements contradictoires bien qu'étroitement dépendant, l'un d'expansion de la production et de la circulation des marchandises, l'autre de fractionnement du marché mondial en économies indépendantes, son point de saturation ne peut tarder.

La crise mondiale, que les beaux rêveurs du libéralisme économique vou-

draient assimiler à un crise cyclique qui se dénouera sous l'action des facteurs «spontanés», où dont le capitalisme pourrait se dégager en acceptant à appliquer un plan de travail à la sauce De Man ou autre projet de sauvetage capitaliste sorti « d'Etats Généraux du Travail », ouvre la période où les luttes inter-impérialistes, sorties de leur phase de préparation, doivent revêtir des formes ouvertes d'abord économiques et politiques, ensuite violentes et sanglantes, lorsque la crise aura épuisé toutes les « possibilités pacifiques » du capitalisme.

Nous ne pouvons analyser ici le processus de cet effondrement économique sans précédent. Toutes les méthodes, toutes les tentatives auxquelles recourt le capitalisme pour esayer de combler ses contradictions et que nous avons décrites, nous les voyons, durant la crise, utilisées au décuple, avec l'énergie du désespoir : extension de la monopolisation du marché national au domaine colonial et essais de formation d'Empires homogènes et protégés par une barrière unique (Ottawa), dictature du Capital Financier et renforcement de ses activités parasitaires ; recul des monopoles internationaux obligés de céder à la poussée nationaliste (Krach Kreuger) ; exacerbation des antagonismes par la lutte des tarifs, sur laquelle se greffent les batailles de monnaies où interviennent les stocks d'or des Banques d'émission ; dans les échanges, la substitution du système des contingentements, des « clearings » ou offices de compensation, même du troc, à la fonction régulatrice de l'or, équivalent général des marchandises ; annulation des « réparations » irrecouvrables, répudiation des créances américaines par les Etats « vainqueurs » suspension du service financier des emprunts et dettes privées des pays « vaincus » en vassaux, aboutissant à l'effondrement du crédit international et des valeurs « morales » du capitalisme.

En nous référant aux facteurs déterminant la crise générale du capitalisme, nous pouvons comprendre pourquoi la crise mondiale ne peut être résorbée par l'action « naturelle » des lois économiques capitalistes, pourquoi, au contraire, celles-ci sont vidées par le pouvoir conjugé du Capital Financier et de l'Etat capitaliste, comprimant toutes les manifestations d'intérêts capitalistes particuliers. Sous cet angle doivent être considérées les multiples « expériences » et tentatives de redressement, les « reprises », se manifestant au cours de la crise. Toutes ces activités agissent, non à l'échelle internationale en fonction d'une amélioration de la conjoncture mondiale, mais sur le plan national des économies impérialistes, sous des formes adaptées aux particularités de leur structure. Nous ne pouvons en analyser ici certaines manifestations telles la déflation, l'inflation ou la dévaluation monétaire. Elles ne présentent d'ailleurs qu'un intérêt très secondaire, parce que éphémères et contingentes. Toutes ces expériences de ranimation artificielle de l'économie en décomposition offrent cependant des fruits communs. Celles qui, démagogiquement, se posent de lutter contre le chômage et d'augmenter le pouvoir d'achat des masses, aboutissent au même résultat : non à une régression du chômage annoncée ostensiblement par les statistiques officielles, mais à une répartition du travail disponible sur un plus grand nombre d'ouvriers, conduisant à une aggravation de leurs conditions d'existence.

L'augmentation de la production des industries fondamentales (et non des industries de consommation) qui se vérifie au sein de chaque impérialisme, est alimentée uniquement par la politique des Travaux publics (stratégiques) et le Militarisme, dont on connaît l'importance.

De quelque côté qu'il se tourne, quelque moyen qu'il puisse utiliser pour se dégager de l'étreinte de la crise, le Capitalisme est poussé irrésistiblement vers son destin à la guerre. Où et comment elle surgira est impossible à déterminer aujourd'hui. Ce qu'il importe de savoir et d'affirmer, c'est qu'elle explosera en vue du partage de l'Asie et qu'elle sera mondiale.

Tous les impérialismes se dirigent vers la guerre ; qu'ils soient revêtus de la défroque démocratique ou de la cuirasse fasciste et le prolétariat ne peut se laisser entraîner à aucune discrimination abstraite de la «Démocratie» et du Fascisme,qui ne peut que le détourner de sa lutte quotidienne contre sa propre bourgeoisie. Relier ses tâches et sa tactique à des perspectives illusoires de reprise économique ou à une pseudo existence de forces capitalistes opposées à la guerre ; c'est le mener droit à celle-ci ou lui enlever toute possibilité de trouver le chemin de la Révolution.

MITCHELL

HERMAN GORTER

Sa place dans le mouvement théorique du communisme international

Une remarque préliminaire. Les camarades de « Bilan » me demandent d'écrire sur la soi-disante « école » marxiste hollandaise. Cette épithète n'est autre qu'un mot sarcastique employé par des militants russes, qui excellaient dans l'art d'attribuer des adjectifs désobligeants aux personnes et courants contre lesquels ils avaient à lutter. Lénine, Radek, Trotsky étaient passés maîtres dans cet art. Dans les années 1919-1922, la tendance de gauche des Communistes Ouvriers Allemands luttait contre les changements qui, à cette époque déjà, se manifestaient dans la structure soviétique en Russie, changements qui aboutirent à une dictature de « parti » laquelle devint en pratique une dictature de la bureaucratie et même de quelques-uns. Herman Gorter et Anton Pannekoek jouèrent dans ce courant un rôle théorique très important. C'est dans la lutte qui se déclenche contre eux et que menaient Karl Radek et Trotsky — Radek le fit surtout avec beaucoup d'animosité personnelle — que le titre de maîtres de l'«école hollandaise» leur fut décerné en lui donnant un sens méprisant, bien entendu. C'était un trait d'ironie que leur décochèrent les dieux olympiques de la Révolution russe, dans l'intention de ridiculiser ces « petites gens ».

D'une véritable école dans l'avant-garde marxiste hollandaise de cette époque, il n'en est pas question tout au moins, si on entend conférer à ce titre la distinction intellectuelle qu'il importe de lui attribuer et notamment la signification de génératrice d'un courant théorique original et particulier.

Etant amené à écrire quand même à propos de ce mot ironique, passé à l'état de légende, nous nous efforcerons de marquer la place du Docteur Herman Gorter dans la théorie du mouvement communiste.

***

Gorter fut un marxiste « dogmatique », mais son «dogmatisme» était d'une noble moralité de la meilleure espèce. Gorter n'a rien apporté de neuf à la théorie du marxisme. Il lui donna simplement, par sa haute dignité humaine et par ses dons poétiques sublimes, un cachet mental que des gens comme Radek et consorts n'ont jamais pu lui apporter. Gorter est le produit de ce que pouvait être la meilleure culture bourgeoise alliée à l'enthousiasme délicat et la vue prophétique qu'engendrent la raison et le sentiment socialistes, dans le marécage capitaliste.

Gorter était un adepte de la philosophie et de l'éthique spinozistes. Par elle, il sentait l'unité de la dialectique du marxisme, de ses théories économiques et du monde. Gorter était poète d'esprit et de caractère.

Tel il était dans l'art de la poésie et dans les sports physiques : un vrai enfant de la nature, tel il était aussi dans la lutte politique de tous les jours : naïf. Son honnêteté abstraite l'empêchait d'être démagogue. Aussi dans les flaques d'eau et de boue de la lutte quotidienne contre les démagogues de routine, il ne put obtenir de succès. Dans une lutte comme celle qu'il dut livrer à l'avocat retord, feu P. J .Troelstra, ci-devant dirigeant de la section hollandaise de la IIe Internationale, il devait être vaincu, non pas à cause de ses vérités, mais à cause de ses méthodes de luttes dénuées de tout calcul obscur. Nous pourrions conter pas mal d'historiettes sur les égards exagérés que Gorter témoignait dans les débats à des gens sans scrupules. Il supposait chez l'adversaire socialiste la même droiture et la même harmonie entre l'effort et le but que lui-même apportait dans le mouvement. Il ne fut ni un sophiste ni un démagogue ; ce fut par son caractère et ses connaissances un pédagogue.

Ses vues marxistes, il les puisa aux sources kautskystes d'avant 1914. Il se les assimila d'une manière contemplative, sans toutefois fermer les yeux à la décadance et la déformation kautskyenne

qu'il sentait parfaitement. Il devait aboutir finalement à la conception communiste d'extrême gauche, préconisant la création de « conseils ouvriers » comme seules garanties gardant à la dictature du prolétariat toute sa « pureté » et comme correctif contre le pouvoir bureaucratique dictant d'en haut, s'arrogeant le qualificatif de prolétarien, mais jetant au fond les bases d'une nouvelle structure d'Etat. Malgré cela, Gorter n'apporta aucun élément critique nouveau à la théorie du marxisme, même pas contre l'élasticité par trop grande avec laquelle on interprétait les déductions théoriques de Marx, mais surtout d'Engels et d'où la social-démocratie puisa son dogmatisme étatique légaliste et Gorter opposait à de telles déformations les arguments classiques du marxisme, sans y ajouter de nouveaux critères. Tout à la fin de sa vie, il essaya de mettre en harmonie les théories sur la relativité d'Einstein avec la dialectique du matérialisme historique. Son panthéisme spinoziste ne l'amena pas seulement à rejeter, en marxiste, l'image métaphysique que l'homme s'est créé : la notion d'un dieu ,et a embrassé aussi l'athéisme, mais ce panthéisme il devait l'appliquer à la conception qu'il se faisait du socialisme lui-même.

***

Herman Gorter fut bien un produit culturel de la vie sociale et spirituelle hollandaises des années 1880-95, qui connut pendant ces années un certain renouveau et un terrain d'expansion.

Sur le fond d'une renaissance économique et de l'impérialisme européen naissant le révolutionnaire de l'esprit, Multatuli (Edouard Douwes Dekker) (1) avait déjà dirigé victorieusement un premier tir contre les idées pleines de moisissures des pasteurs du XVIIIe siècle, la morale d'épicier des courtiers en grains et cafés des Indes, les rimailleurs baveurs. Multatuli avait miné la morale de tartuffe, calviniste-luthérienne, ainsi que ses idées politiques et littéraires. Le nouveau mouvement révolutionnaire dans la littérature de la bourgeoisie moderne avancée et de la petite bourgeoisie produisit un poète comme Herman Gorter, Madame Henriette Rolland-Holst et toute une kyrielle de précurseurs qui firent figure dans le mouvement connu sous le nom de : mouvement littéraire des années 80.

Gorter apportait le « son nouveau » dans ce « nouveau printemps», comme le dit le premier passage du poème «Mai», un joyau au point de vue de beauté de langue et sublime de musique et de rythme.

La bourgeoisie soignée et avancée de la jeune Hollande de cette époque fit du poète de « Mai » un Homère et un Dante néerlandais.

L'homme passionné qu'était Gorter entra en contact avec les courants sociaux du moment et apprit à connaître, sous l'influence de l'enseignement théorique de Franck van der Goes (2) le mouvement social-démocrate.

L'ampleur que prenaient à cette époque les organisations socialistes, parti, coopératives et syndicats, ces « instruments de pouvoir éprouvés » le conquit rapidement. Gorter devint marxiste et se plaça sous l'inspiration kautskyste. Mais son caractère devait le pousser à confondre le socialisme comme but avec la tactique ; celle-ci devait être le seul chemin qui conduit au socialisme mondial (pansocialisme).

Les sentiments « pan-socialistes » de Gorter ne prirent jamais plus de relief que dans la controverse qu'il eut avec P. J. Troelstra à propos de la morale des classes. Quel était le fin fond de cette dispute ? Gorter prétendait que Marx avait imprégné les règles stratégiques qu'il désirait voir suivre dans la lutte du prolétariat (les statuts de la Ire Internationale) de cette considération que le prolétariat ne pouvait, dans sa lutte révolutionnaire se laisser guider par des considérations morales communes avec l'adversaire, la bourgeoisie, étant donné que cette dernière n'en avait pas non plus de commune avec le prolétariat. Cette déclaration de Gorter donnant sa paternité à une morale de classes, ne fit pas seulement élevé une rumeur chez les classes possédantes, mais aussi les héros politiques de la social-démocratie se mirent à hurler et à gémir parce que, eux aussi, subissaient soi-disant des dommages de cette théorie dans leur lutte au parlement.

Cette controverse mit même le garde des sceaux du marxisme d'avant guerre, le pape Kautsky en mouvement. Sollicité a donner son opinion, il agit à peu près dans le sens de sa conduite pendant la guerre, lorsqu'il mit la solidarité internationale en retraite. Questionné sur le point de savoir si oui ou non le prolétariat devait avoir sa morale de classe, il répondit que Marx n'avait pu approfondir tout à fait la question et que ce fut dans un esprit de concession vis-à-vis de la section prudhonnienne française qu'il consentit à ce que les statuts de la Ire Internationale fassent mention de normes morales et d'un sentiment de justice humaine générale que tous les hommes auraient en commun. Celui qui, à l'heure actuelle, à une époque où une réaction sans pareille est déchaînée sur le monde entier et où les exploiteurs étalent leur brutale vanité, donc à l'heure où la morale de classe la plus immonde s'affirme triomphante, — celui qui oserait prétendre que le prolétariat ne peut pas et ne doit pas pratiquer une morale de classe dans sa lutte quotidienne, celui-là ne peut-être qu'un stipendié ou un partisan obtu de la classe dominante. Que Marx l'ai décrété ou qu'il ne l'ait pas fait — mais il l'a fait — chaque page de l'histoire humaine nous enseigne que chaque classe a sa propre morale, son propre droit.

Dans cette controverse qui fit époque dans l'histoire de la social-démocratie hollandaise, ce fut Gorter qui eut raison et avec lui tous ceux qui luttaient pour que soient mises à l'avant plan dans la lutte quotidienne, les racines fondamentales du marxisme. Dans cette tactique qui mettait toujours en avant le socialisme, Gorter marchait sur les traces d'un autre précurseur, Ferdinand Domela Nieuwenhuis.

***

Lorsqu'au commencement de ce siècle, le fameux combat théorique d'avant-garde déclanché par Bernstein se produisit, et fit éclater l'hypocrisie de la social-démocratie la lutte dans le parti socialiste en Hollande éclata avec une force inouïe. Dans cette lutte se forma, face aux réformistes ,le courant marxiste avec Gorter, Pannekoek (celui-ci devait devenir plus tard professeur à l'école du parti de la social-démocratie allemande), Madame Rolland-Holst et le groupe du journal la « Tribune », avec D. J. Wijnkoop, Ceton et Van Ravenstein. Les trois derniers furent exclus du parti social-démocrate en 1908 et le parti social-démocrate (S.D.P.) fut créé (l'ancien parti — actuellement encore section hollandaise de la IIe Internationale — s'intitulait : parti ouvrier social-démocrate : S. D. A. P.). Ce fut la formation du parti marxiste.

Gorter y adhéra ainsi que Henriette Rolland-Holst. Une éternelle versatilité et une éternelle féminité sont les traits dominants de la politique de cette dernière, qui jamais ne fit montre des qualités nécessaires à une conductrice d'hommes. Pour l'instant, après avoir appartenu à l'extrême gauche, elle est en train de canotter dans les eaux du mouvement politico-littéraire religieux. Nous ne nous étonnerions pas plus que cela si cette Orphée, que le monde prit jadis pour une pétroleuse moderne, finissait sa carrière dans un cloître. C'est avec mauvaise humeur qu'elle, parle, dans ses souvenirs des vues d'athée de Gorter. S'il pouvait être question d'une école marxiste hollandaire — et les railleurs russes classaient aussi parmi les adeptes de cette école Rolland Holst — on n'aurait certainement pas pu lui discerner le titre de dirigeante. En effet, on peut dire d'elle qu'elle protégea tous les courants marxistes qui virent le jour au cours de ces dix dernières années. Mais malgré son savoir étendu, son don poétique incontestable, ses multiples travaux critiques, dans toutes ses critiques, les claires et les confuses, de l'œuvre de Marx, surtout celles s'adressant aux « déductions mécaniques » que cette œuvre aurait permis, Rolland-Holst ne put enrichir le marxisme d'un seul argument et elle ne lui apporta le moindre perfectionnement, pas plus d'ailleurs que son élève : Henri de Man.

L'autre maître de la soi-disant école hollandaise, l'astronome Anton Pannekoek n'a non plus jamais prétendu, enseigner un marxisme néerlandais particulier. Comme Gorter, il fut un dirigeant théorique du Parti Communiste Ouvrier Allemand qui, dès le deuxième congrés, mais surtout du troisième congrès de l'In-

(1) Un littérateur hollandais connu surtout pour son roman social « Max Havelaar » ou l'auteur dépeignait la poignante tragédie de la lente agonie des peuples des Indes, sous l'exaction des hommes d'affaires néerlandais. — Note du traducteur.

(2) Un théoricien socialiste hollandais de la première heure. Appartint au parti social-démocrate hollandais jusqu'en 1933, moment auquel il suivit la minorité de gauche qui fonda le Parti Socialiste Indépendant (O. S. P.) dont il est resté un des militants. — Note du traducteur.

ternationale Communiste prit position contre la politique léniniste du national bolchevisme. Gorter écrivit sa « Lettre ouverte à Lénine » et Pannekoek fit paraître dans la revue viennoise « Kommunismus » des articles sur « Le développement de la révolution mondiale et la tactique du communisme ». C'était à cette époque, après que le Bureau Central pour l'Europe Occidentale, fondé par eux en Hollande, eut été désavoué par la direction russe de la IIIe Internationale, que Radek et Trotsky parlèrent, avec le mépris cynique qui ne sied qu'à des parvenus de l'intellect qui ont conquis le pouvoir, d'une école marxiste hollandaise. Telle est l'histoire de cette « école ».

Gorter n'est plus ! Une maladie l'emporta prématurément alors qu'il avait à peine dépassé la soixantaine. Après son poème « Mai », qui lui valut la gloire de la Néerlande bourgeoise, il produisit encore d'autres poèmes, notamment son « Ecole de la poésie » et un « Petit poème héroïque ». Et, enfin, son grand poème socialiste « Pan ». La bourgeoisie et toute la valetaille littéraire, les partisans de « l'art pour l'art » (bourgeois) ne purent accepter « Pan ». Pour elle ce n'était que dogmatisme artificiel et non pas l'expression vécue d'un idéal senti vu au travers du sentiment du poète.

Madame Rolland-Holst consacra à ce poème les lignes suivantes : « Ce que Gorter a essayé de faire dans son «Pan », c'est de mettre le nouvel élément philosophique dans sa poésie en harmonie avec la représentation des ravissements que lui procuraient le sentiment de la nature et les désirs érotiques qui inondaient son être. Cependant il n'a jamais pu associer parfaitement ces deux faits de sa pensée et de son sentiment. Son amour du prolétariat créateur triomphant d'un nouvel ordre social, était aussi passionné que son amour de la nature et ses sentiments sexuels, mais l'amour charnel et son amour de l'esprit restèrent toujours plus ou moins séparés l'un de l'autre, ne s'interpénétrèrent jamais complètement.

» Il manque à la « jeune fille » dans » Pan » le côté miraculeusement suggestif, ce qui aurait rappelé le sang chaud » tout en conférant une vie surnaturelle » à cette figure, qui aurait pu jaillir » d'une pareille interpénétration ; elle » n'est pas devenue une figure comme » Béatrice, mais resta un spectre allégorique. Et d'un autre côté, ce n'est que » sporadiquement, en quelques endroits » seulement, qu'au travers du marxisme » abstrait et du schema rigide de la pensée de l'économisme dialectique matérialiste, perce le plein flot de la vie et » de l'amour.

» Dans son Pan » Gorter a dépeind la » certitude du socialisme telle qu'elle découle de la base des dogmes marxistes » et de la philosophie dialectique matérialiste, il l'a fait merveilleusement » comme on n'aurait pu le faire mieux. » Ce n'est pas la limitation de son don » poétique, mais l'essence même du marxisme qui est cause que son poème n'a » pu avoir les dimensions spirituelles de » la « Divine Comédie » ou du « Paradis » Perdu ». Le marxisme possède un élément mécanique très fort. S'il ne nie » pas les valeurs spirituelles les plus élevées, il les amenuise en les interprétant comme des images, des reflets ou » des fonctions de procès économiques » matériels. On peut dire que Gorter a » lutté de toutes ses forces pour créer, sur » la base de sa foi, le matérialisme dialectique, une image de l'Univers et de » l'Humanité souffrante et luttante, une » image d'une tension aussi élevée que » celles qui créèrent les plus grands parmi ceux qui le précédèrent et cela en » vertu de leur croyance. Dans ce matérialisme il y avait énormément qui devait l'attirer fortement, lui le païen de » nature ; dans tout cela il se baignait » avec volupté. »

Ce n'est pas la seule fois que Madame Rolland-Holst reprocha à Gorter ses sentiments anti-religieux. Ainsi donc cette personnalité entière et pure n'a pas créée d'« école » marxiste. Il n'a fait qu'enseigner aux travailleurs comment ils avaient à lutter, comme classe une et indivisible, pour l'avènement d'une société communiste, ordre nouveau de valeurs sociales et spirituelles, ne connaissant « ni dieu ni maître ».

A. SOEP

Les Jeunesses léninistes belges récidivent

Les jeunes « léninistes » de Belgique nous ont envoyé une lettre que nous publions ci-dessous :

« Le numéro 10 de votre revue «Bilan», dans l'article intitulé « En marge du front unique », indique dans ses dernières lignes qu'« en France les centristes abdiquent leur liberté de critique, soulevant ainsi la protestation des bolchéviks-léninistes. Mais en Belgique ces derniers réaliseront un front unique (30 jeunes « léninistes », près de 150 jeunes centristes contre plus de 20,000 J. G. S.) qui se base sur l'interdiction fermement reconnue et stipulée, d'émettre des critiques réciproques ».

Nous vous prions de remarquer que cette note est totalement inexacte. En effet, voici en entier le paragraphe du pacte qui concerne les critiques :

« Les trois organisations considèrent » comme logique et élémentaire de prendre l'engagement d'honneur de faire » trève à leurs querelles et de cesser les » attaques réciproques au cours de l'action commune, chaque organisation » s'engage à ne rien tenter en vue de » s'arracher mutuellement des membres. » **Toutefois, chaque organisation, en dehors de l'action commune, gardera son » entière indépendance pour développer » sa propre propagande doctrinale,** il doit » être entendu que pendant la durée du » pacte les organisations condamneront » les injures réciproques, même en dehors » de l'action commune. »

Et voici un autre paragraphe :

« ...Organisation active de la défense » de l'U. R. S. S. **cet engagement n'excluant nullement la libre critique en » dehors de l'action commune eu égard à » la politique extérieure de l'U.R.S.S., » de la part des J.G.S. et des jeunesses » léninistes ».**

Dans ces conditions, la note de «Bilan» prend le caractère d'une véritable calomnie vis-à-vis de notre organisation. Nous pensons qu'il s'agit d'un malentendu de votre part, ou plutôt que vous aurez mal lu et interprêté le pacte d'action commune.

Comme vous ne tiendrez pas, sans doute, à faire subsister cette erreur chez vos lecteurs, nous vous prions d'insérer notre lettre dans le prochain numéro de « Bilan », l'extrait du pacte y compris »

Les jeunesses « léninistes » nous ont demandé d'insérer l'extrait du pacte pour prouver... ce que nous avions écrit. Nous disions « interdiction, fermement reconnue et stipulée d'émettre des critiques réciproques » et le pacte dit « engagement d'honneur de faire trêve à leurs querelles et de cesser les attaques réciproques au cours de l'action commune ». Cette formule du pacte est calquée sur les propositions que firent les partis communistes en 1933 aux différents partis socialistes et qui a été reprise en Belgique aussi bien qu'en France. Contre cette formule, jeunes et adultes «léninistes » ont toujours protesté avec véhémence, du moins jusqu'au moment actuel.

Mais les jeunesses léninistes ne se trahissent pas et restent fidèles à ce petit jeu qui consiste à souligner non la partie du pacte où il est question des attaques réciproques, mais l'autre partie où est maintenue la liberté doctrinale, c'est-à-dire l'indépendance d'organisation des parties contractantes. Si nous nous étions occupés de cette clause — malheureusement l'esprit de prophétie nous manque — nous aurions dû prévoir qu'en quelques semaines la nouvelle culbute « léniniste » vers la IIe Internationale allait annuler, au moins en France, jusqu'à cette garantie (?).

Les jeunesses belges récidivent et protestent dans leur lettre contre leurs corréligionnaires politiques de France qui ont abandonné même l'indépendance de leur organisation et ont proclamé la discipline à la S.F.I.O., section de la IIe Internationale. Comme il n'est pas dans nos habitudes de brouiller des ménages, nous laisserons les jeunesses belges mener leur « lutte intransigeante » en toute tranquilité au sein d'une organisation internationale qui en France se relie à L. Blum et qui en Belgique qualifie de calomnie l'accusation d'avoir sacrifié la liberté de critique.

Nous nous étions bornés à constater les contradictions des bolchéviks-léninistes, mais si les jeunes voulaient (une fois

n'est pas coutume) sortir du petit jeu des manœuvres et aborder la question de principe, ils s'apercevraient que la condition du succès du front unique réside dans la base sur laquelle il est établi. Et cette base ne peut être que l'organisation de classe du prolétariat : les syndicats, ses revendications immédiates qui excluent d'elles-mêmes la critique, car elles rassemblent sur le même front ouvriers socialistes et ouvriers communistes qui peuvent lutter fermement, car l'objectif du front commun est la défense de leurs intérêts de classe et non des positions de partis auxquels ils appartiennent.

Mais les jeunesses « léninistes » sont pour le front unique entre partis représentant des classes différentes, plus concrètement, ils sont pour un front unique à portée morale (dixit F. Godefroid, secrétaire des Jeunes Gardes Socialistes), où les socialistes imposent ce qu'ils veulent et où centristes et léninistes ne représentent presque rien. Les injures sont bannies durant l'action commune et même en dehors de cette action, mais il reste à chacun sa liberté doctrinale. En réalité, cela signifie que les Jeunes Gardes Socialistes peuvent parler de « casser l'échine aux communistes » ,sans que léninistes et centristes protestent, que les J. C. peuvent mener une compagne « doctrinale » contre Trotsky sans qu'il y ait rupture du pacte pour causes «d'injures». La liberté doctrinale, l'interdiction des injures signifie donc le droit du plus fort à démolir le plus faible. En outre, probablement ,les jeunes socialistes estiment qu'on appelle « injures », la lutte pour la mobilisation des syndicats, la possibilité de stigmatiser la direction réformiste de ceux-ci, la dénonciation du rôle infâme joué par les Jeunes Gardes Socialistes à Verviers lorsque, avec la police, ils s'opposèrent à la colère des ouvriers voulant châtier les traitres. Et les léninistes acceptent cette clause — très naturellement puisqu'elle est conforme à leur politique — se liant ainsi aux social-démocrates en soulignant leur entière **liberté doctrinale.** Décidément les jeunesses léninistes ont peu de chance avec leur « mise au point ».

Les notions de parti et de classe doivent être distinguées avec le plus grand soin. Les membres des syndicats « chrétiens » et libéraux d'Allemagne, d'Angleterre et d'autre pays, appartiennent indubitablement à la classe ouvrière. Les groupements ouvriers plus ou moins considérables qui se rangent encore à la suite de Scheidemann, de Gompers et consorts lui appartiennent aussi. Dans de telles conditions historiques, il est très possible que de nombreuses tendances réactionnaires se fassent jour dans la classe ouvrière. La tâche du communisme n'est pas de s'adapter à ces éléments arriérés de la classe ouvrière mais d'élever toute la classe ouvrière au niveau de l'avant-garde communiste. La confusion entre ces deux notions de « parti » et de « classe » peut conduire aux fautes et aux malentendus les plus graves. Il est, par exemple, évident que les Partis ouvriers devaient, en dépit des préjugés et de l'état d'esprit d'une portion de la classe ouvrière pendant la guerre impérialiste, s'insurger à tout prix contre ces préjugés cet état d'esprit, au nom des intérêts historiques du prolétariat qui mettaient son Parti dans l'obligation de déclarer la guerre à la guerre.

C'est ainsi, par exemple, qu'au début de la guerre impérialiste de 1914, les Partis socialistes de tous les pays, soutenant « leurs » bourgeoisies respectives, ne manquaient pas de justifier leur conduite en invoquant la volonté de la classe ouvrière. Ils oubliaient, ce faisant, que si même il en avait été ainsi, c'eût été plutôt la tâche du Parti prolétarien de réagir contre la mentalité ouvrière générale et de défendre envers et contre tous les intérêts historiques du prolétariat. C'est ainsi qu'au commencement du XXe siècle les mencheviks russes (qui se nommaient alors économistes) répudiaient la lutte ouverte contre le tzarisme parce que, disaient-ils, la classe ouvrière dans son ensemble, n'était pas encore en état de comprendre la nécessité de la lutte politique.

C'est ainsi que les indépendants de droite en Allemagne ont justifié toujours leurs demi-mesures en disant qu'il fallait comprendre avant tout ls désirs des masses, et ne comprenaient pas eux-mêmes que le Parti est destiné à marcher en avant des masses et à leur montrer le chemin. (Thèses du IIe Congrès de l'I. C.)